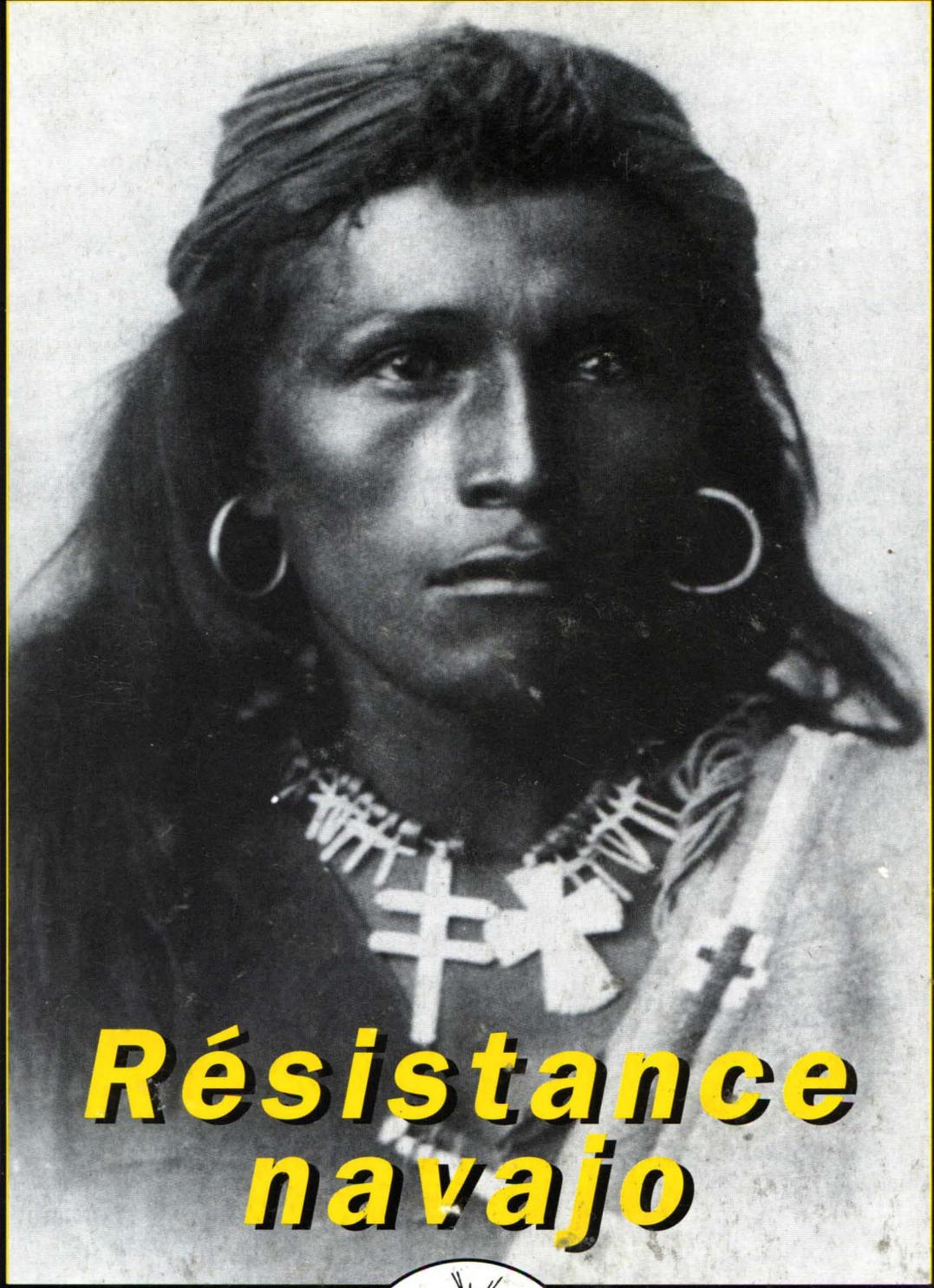


NITASSINAN

notre terre



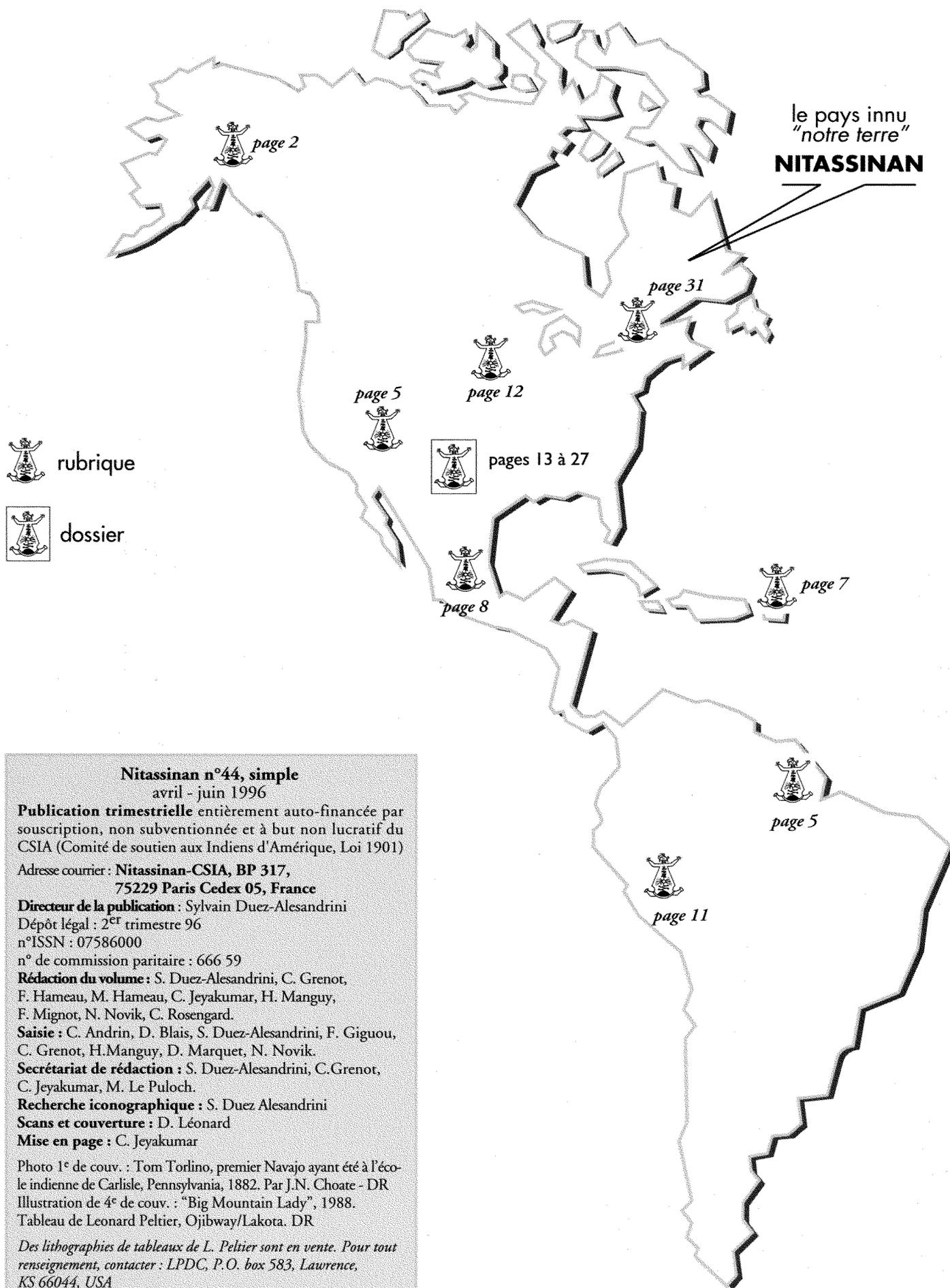
**Résistance
navajo**

N° 44

Comité de Soutien aux

Indiens des Amériques

Nitassinan est une publication du **Comité de Soutien Aux Indiens des Amériques**, association loi 1901. Notre objet est la solidarité avec les nations autochtones des Amériques. **Nitassinan** est l'un de nos moyens d'action. Nous sommes indépendants, auto-financés et tous bénévoles. Adhérer au **CSIA**, c'est s'engager aux côtés des nations amérindiennes ; s'abonner à **Nitassinan** c'est en outre participer activement aux campagnes de soutien.



Nitassinan n°44, simple
avril - juin 1996

Publication trimestrielle entièrement auto-financée par souscription, non subventionnée et à but non lucratif du CSIA (Comité de soutien aux Indiens d'Amérique, Loi 1901)

Adresse courrier : **Nitassinan-CSIA, BP 317,**
75229 Paris Cedex 05, France

Directeur de la publication : Sylvain Duez-Alesandrini

Dépôt légal : 2^{er} trimestre 96

n°ISSN : 07586000

n° de commission paritaire : 666 59

Rédaction du volume : S. Duez-Alesandrini, C. Grenot, F. Hameau, M. Hameau, C. Jeyakumar, H. Manguy, F. Mignot, N. Novik, C. Rosengard.

Saisie : C. Andrin, D. Blais, S. Duez-Alesandrini, F. Giguou, C. Grenot, H. Manguy, D. Marquet, N. Novik.

Secrétariat de rédaction : S. Duez-Alesandrini, C. Grenot, C. Jeyakumar, M. Le Puloch.

Recherche iconographique : S. Duez Alesandrini

Scans et couverture : D. Léonard

Mise en page : C. Jeyakumar

Photo 1^{er} de couv. : Tom Torlino, premier Navajo ayant été à l'école indienne de Carlisle, Pennsylvania, 1882. Par J.N. Choate - DR

Illustration de 4^e de couv. : "Big Mountain Lady", 1988.

Tableau de Leonard Peltier, Ojibway/Lakota. DR

Des lithographies de tableaux de L. Peltier sont en vente. Pour tout renseignement, contacter : LPDC, P.O. box 583, Lawrence, KS 66044, USA

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Droit à la terre

Décennie / Conférence panaméricaine sur les traités	2
Western Shoshone / Un étrange incident	5
Guyane / Création d'un parc national	5
Mont Graham / Une victoire éphémère	6
Puerto Rico / Les Taïnos sont toujours vivants	7

Droits de l'Homme

Mexique / Répression dans la Huasteca	8
Pérou / Le vol légal des terres indiennes	11
Leonard Peltier / La justice indigne	12

Dossier

Dineh, pacifiques et déportés	13
Big Mountain, symbole de la dignité indienne	17
Un ordre bouleversé	21
Négociations dans l'impasse	22
Les inspecteurs fantômes	23
La dictature charbonnière	24
Un village hopi profané	26
Autoportrait : Roberta Blackgoat	27

Art et culture

peintures de sable / Jack Tóbaahe Gene, un autre regard sur La Villette	28
---	----

des 4 directions

Le cri de l'aigle / Rassemblement spirituel en terre iroquoise	31
--	----

bulletins d'abonnement et d'adhésion

Dernière minute

Alors que nous terminons le bouclage de ce numéro, des informations alarmantes nous parviennent des résistants de Big Mountain.

Le gouvernement des USA, par le biais du département de la Justice, leur a lancé un ultimatum et a menacé de reprendre la politique d'expulsion des familles dineh résidant à Big Mountain. De plus, le 23 mai dernier, une rencontre qui devait se dérouler au camp Anna Mae a été perturbée par l'intervention de la police tribale hopi, épaulée par des forces spéciales en tenue de combat. Cette action d'intimidation a créé un climat tendu pour toutes les familles habitant à Big Mountain. Le conseil tribal hopi a aussi menacé d'empêcher la tenue des danses du soleil prévues début juillet.

Les Dineh de Big Mountain lancent un appel à l'aide à la communauté

Certains d'entre vous sont peut-être allés, en février et mars derniers, à l'exposition *Peintures de sable des Indiens navajo : "la voie de la Beauté"*, organisée par Sylvie Crossman et Jean-Pierre Barou, au parc de la Villette à Paris. Cette exposition, qui s'inscrivait dans le cadre d'un cycle consacré aux arts éphémères, a permis à de nombreux visiteurs de voir à l'œuvre et de rencontrer des médecine-men navajo, témoins chaleureux de la persistance de leur identité et de leur culture.

Les pigments colorés utilisés par les peintres, roches pilées soigneusement filtrées, sont issus de la terre désertique de Dinehtah, le territoire traditionnel dineh/navajo. Dinehtah, c'est aussi la Réserve navajo, un véritable État au sein des États-Unis, avec un gouvernement et une capitale, Window Rock. Le président de la nation, Albert Hale, élu il y a deux ans à la tête du Conseil tribal, était également présent à la Villette, accompagné de la jeune ministre de la conservation du patrimoine, Lillie Lane. Son discours informel, son attitude décontractée et son sens de l'humour, le soir de la cérémonie d'inauguration, ont donné le ton de la manifestation, lieu de communication et de partage. Lors des quatre conférences des vendredis suivants, les différents intervenants se sont attachés, diapositives à l'appui, à montrer les réalisations modernes d'une nation devenue riche grâce à l'exploitation minière de son sous-sol. Tous ont souligné la recherche constante d'un équilibre entre tradition et modernité.

Pourtant, au-delà de l'aspect convivial des séances de démonstration, certains se sont interrogés sur la part d'authenticité de ce qui se déroulait de sacré en un lieu si public...

Pourtant, il n'a pas été répondu aux questions sur la représentativité du Conseil tribal, élu selon le système électoral mis en place par le BIA, justement à l'époque où a commencé l'exploitation minière...

... Il n'a pas été dit un seul mot des pollutions irréversibles engendrées par les mines de charbon, puis d'uranium, ni des nombreux cas de cancer du poumon chez les mineurs indiens...

... Il n'y a pas eu la moindre allusion à la déportation forcée de traditionalistes navajo et hopi, trahis par leurs Conseils tribaux, afin de permettre aux industriels blancs de gagner encore plus d'argent en évenant la Terre sacrée...

C'est donc une rencontre avec les résistants de Big Mountain, quelques familles luttant depuis plus de vingt ans contre l'expropriation de leur terre ancestrale, que nous vous proposons dans ce numéro, très loin des réalisations architecturales prestigieuses de Window Rock, Tsailé et Shiprock.

Nitassinan se doit de témoigner d'une réalité beaucoup plus complexe que l'image idéalisée proposée au public français. C'est ainsi que nos lecteurs fidèles ne seront pas surpris d'apprendre qu'au moment même où nous achevions l'autoportrait de Roberta Blackgoat, Ancienne respectée de Big Mountain, nous avons eu la surprise de trouver dans la boîte aux lettres un courrier de celle-ci se terminant par les mots suivants : « S'il vous plaît, aidez-nous ... »

Catherine Jeyakumar et Sylvain Duez-Alesandrini

internationale. Veuillez envoyer, au plus vite des lettres aux autorités compétentes (lettres ci-jointes), afin de protester contre cette répression et la menace de déplacement forcé des populations de Big Mountain.

Nous informons nos adhérents, abonnés et lecteurs de la région parisienne que nous tiendrons notre prochaine réunion publique le 12 septembre à 20 heures, à l'AGECA, 177 rue de Charonne, 75011.

Nitassinan encourage la reproduction de ses articles, à condition de citer les sources d'origine, le n° de **Nitassinan** et le nom du traducteur.

Décennie

Conférence panaméricaine sur les traités

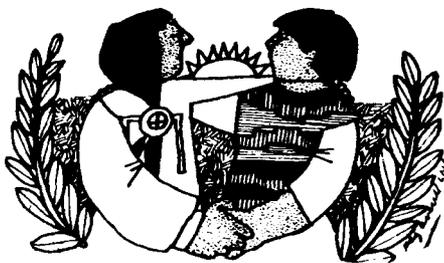
Le Conseil International des Traités Indiens (IITC) a tenu sa dernière conférence annuelle, le 23 et 24 juin 1995, au village de Chickaloon, en Alaska. Natalie Novik y a représenté Nitassinan CSIA et nous livre un compte rendu des interventions des représentants indigènes, faites dans le cadre de l'élaboration d'un rapport de l'ONU sur les traités passés entre États-Nations et peuples autochtones.

Le président du bureau directeur du *Conseil International des Traités Indiens (IITC)* (1), Bill Means (Oglala-Lakota), en compagnie du chanteur, acteur et activiste lakota, Floyd "Red Crow" Westerman et du chef de la nation souveraine d'Hawaï, Pu'uhonua "Bummpy" Kanahale, a tenu un discours d'accueil devant tous les participants rassemblés. Bill Means, dans sa présentation a déclaré qu'en « Amérique du Nord, de nombreux traités ont été signés de nation à nation entre les États-Unis et les peuples indigènes : ces traités ont toujours une valeur légale. Il faut souligner que la signature d'un traité signifie la reconnaissance tacite de la souveraineté de l'autre signataire ».

Aux USA, une "Cour des revendications" a été créée en 1946 dans le but de permettre des règlements monétaires et de mettre un terme aux revendications autochtones. Les nations indigènes ont refusé de recevoir cet argent. Une autre façon d'essayer d'éteindre la validité des titres indigènes a été la création de corporations (2), comme par exemple en Alaska.

Andrea Carmen, yaqui, directrice de IITC, a ensuite pris la parole afin d'expliquer l'importance de cette conférence, dont le but était de transmettre tous les témoignages des autochtones à la Commission des Droits de L'Homme de l'ONU, dans le cadre d'un rapport d'étude sur les traités passés avec les nations indigènes. Elle a de plus souligné que M. Miguel Alfonso Martinez, le rapporteur spécial des Nations-Unies, qui malheureusement n'avait pu être présent lors de cette réunion, pensait qu'il était capital d'inclure l'Alaska et Hawaii dans l'étude sur les traités de l'ONU. En effet, selon lui, la transformation de l'Alaska et d'Hawaï en des États rattachés au USA est une violation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, laquelle recommandait la décolonisation sur tous les continents. Cela avait amené les nations coloniales à

quitter l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud. Toutefois, aucun traité n'a été signé avec l'Alaska et Hawaii, et la décolonisation n'a pas eu lieu pour ces pays.



Andrea a terminé son allocution en précisant : « L'étude sur les traités va servir à instruire les quelques 156 nations membres de l'ONU. Les réponses que nous recueillerons lors de cette rencontre serviront d'instrument pour le futur. »

Le premier témoignage a été apporté par Pete Ewan, un ancien du village Klutikah, de la nation ahtna. « Nous sommes les premiers à avoir possédé ce pays. Notre terre, notre mode de vie, doivent être protégés. La loi indienne, transmise par nos ancêtres, est celle que nous respectons, et non la loi de l'État ou du gouvernement fédéral. Les Indiens ne peuvent devenir des Blancs. Nous devons conserver notre culture. » Son discours a été suivi de plusieurs témoignages analogues, fournis par les représentants du peuple Gwich'in (des villages de Venetie et Stevens dans l'Arctique alaskan), ainsi que par des habitants de plusieurs villages du

centre-sud Alaska, où les corporations indigènes et municipales sont perçues comme des organisations traîtres à la solde du gouvernement. Aujourd'hui, les Anciens traditionalistes, soutenus par leur peuple, cherchent à former ou renforcer les conseils tribaux. « Les corporations ont saisi le contrôle des terres, a déclaré George Ondola (du village d'Eklutna), et elles les vendent en dépit des résolutions du conseil tribal ». Avec la nation yup'ik du sud-ouest alaskan, les choses ont pris une tournure beaucoup plus grave la semaine précédant l'ouverture de la conférence : l'État a essayé d'arrêter le chef du village de Tununuk. Les villages ont formé des conseils de villageois et refusent de reconnaître l'autorité de leur corporation ou de l'État.

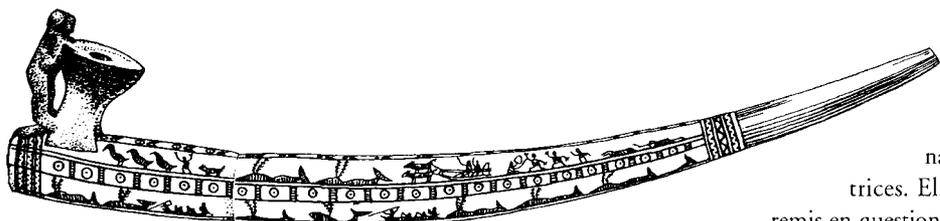
Les Alaskans entre répression et catastrophes écologiques

La nation tlinkit a ensuite présenté son témoignage : ses terres ont été déclarées "parcs nationaux" ou "réserves naturelles" au début du siècle, ce qui a entraîné toutes sortes de restrictions concernant la chasse et la pêche. Trente cinq pour cent de sa population est en prison, les lois changent tous les jours, et la corporation a mis les meilleures terres en leasing auprès du Service des Forêts. Avant l'arrivée des Blancs, les Tlinkit gouvernaient 3.2 millions d'acres dans le sud-est de l'Alaska et leur culture était florissante.

Larry Mercurieff a pris ensuite la parole pour les Aléoutes, afin de discuter en détail du problème des pêcheries commerciales, qui représentent une sérieuse menace pour le mode de vie aléoute. Il a parlé également de la pollution consécutive aux catastrophes du type *Exxon Valdez*, et des violations des droits de l'homme, telles que le déplacement forcé des Aléoutes pendant la deuxième guerre mondiale.

Dune Lankard s'est exprimé pour la nation





eyak du centre-sud de l'Alaska : le conseil traditionnel lutte actuellement contre la corporation qui désire vendre le bois de la nation. Il a calculé qu'au cours des sept dernières années, 15.000 acres de forêt ont été détruits. Le territoire est situé sur le Détroit du Prince William, où l'écosystème a été extrêmement fragilisé depuis la marée noire de l'*Exxon Valdez*. Dans la partie est du Détroit, 50% de la forêt va être abattue. Dune a également dénoncé la pratique qui consiste à calculer le pourcentage de sang indigène pour déterminer l'appartenance d'un individu à une tribu donnée, car ce système nuit à de nombreux indigènes en Alaska et ailleurs, et il vaudrait bien mieux laisser la tribu elle-même décider qui en est membre.

Marian Mills a pris ensuite la parole pour le peuple kenaitze qui vit sur la péninsule de Kenai, pour exposer les risques associés au vaccin contre l'hépatite B, qui est aujourd'hui recommandé pour la plupart des villages en Alaska, où l'hépatite est effectivement un risque. Elle a souligné le fait que des études médicales ont démontré que l'utilisation du vaccin dans d'autres communautés a conduit à une augmentation du nombre de porteurs du virus HIV. Elle a discuté également des problèmes liés au mode de vie indigène sur la péninsule, où les amateurs de chasse et de pêche sont en compétition directe avec les droits des autochtones. Elle a, par la suite, souligné le fait qu'il leur est interdit de ramasser des herbes médicinales sur les terres de l'État (soit sur la plus grande partie de la péninsule).

L'hôte de la conférence, Gary Anderson, du village de Chickaloon (centre-sud de l'Alaska) a parlé des traités passés entre nations indigènes. Pour la première fois, son village a récemment signé un traité avec d'autres communautés autochtones afin de lutter contre les corporations municipales qui cherchent à faire entrer leurs tribus dans la Corporation Régionale du Détroit de Cook (CIRI), basée à Anchorage. Ils s'apprentent à proposer ce traité à la nation ahapaskane, de manière à pouvoir définir les frontières de leur territoire et d'y maintenir les lois et la culture indigènes.

Dans un deuxième temps, la parole a été donnée aux délégués indigènes venus de loin. L'Ancienne yakima Myra Sohappy a

rappelé aux participants que la lutte de son peuple pour préserver ses droits de pêche au saumon était loin d'être terminée.

Roberta Blackgoat, de la nation dineh, et sa fille Louise, ont livré leurs témoignages concernant la poursuite de la lutte à Big Mountain (reportez vous au dossier de ce numéro). Ray Benally a donné, quant à lui, quelques chiffres : les grandes centrales électriques sur leur territoire consomment, par exemple, chacune entre 7 et 8 000 tonnes de charbon par an et rejettent des déchets chimiques dans l'atmosphère et les eaux.

Puis Tom Goldtooth, dene/lakota, a procédé à une analyse des principes de l'éducation blanche, dans le cadre de laquelle les universités fonctionnent en étroite coopération avec les corporations. Il y voit, en conséquence, le danger de perdre sa propre culture. Il a ensuite expliqué au public le nouveau concept de "justice écologique", qui est désormais présenté aux Nations-Unies afin de dénoncer les pratiques améri-

lutte contre les nations colonisatrices. Elle a totalement remis en question la pratique des négociations avec les non-indigènes et a demandé aux participants de cesser d'être « reconnaissants, humbles et respectueux de la loi » et les a appelés à la révolte contre ce qu'elle appelle la « politique de la Bible, des balles et des conneries ».

Les voix d'Amérique latine

Anselmo Valencia Tori, chef traditionnel yaqui a témoigné de de la situation particulière de son peuple, séparé par une frontière. Vingt-deux mille Yaqui vivent en effet en Arizona et onze mille au Mexique, où ils subissent des injustices de la part des deux gouvernements. Les abus du gouvernement américain sont bien connus, mais il a également dénoncé la constitution mexicaine, expliquant qu'elle était très injuste puisque le seul droit que les Indiens avaient obtenu était celui de cultiver (et non de posséder) la terre. En conclusion, il a déclaré qu'il suivait de près la situation au Chiapas.

Baltazar Vi Escobar, représentant du CUC au Guatemala, a fait un exposé extrêmement intéressant, au cours duquel il a souligné que les Mayas et autres peuples indigènes représentaient 70% de la population du pays, mais qu'ils ont eu à lutter longuement contre d'énormes injustices sociales et pour leur reconnaissance. En mai 1995, un accord a été signé avec le gouvernement guatémaltèque reconnaissant les droits des populations indigènes au niveau national (cf *Nitassinan* n°43, page 9).

L'organisation indienne d'Équateur, la CONAIE avait envoyé José Cabascango, qui a présenté un rapport sur la lutte des 12 peuples indigènes de l'Équateur, leurs révoltes de 1990 et 1992, et les événements de 1994, au cours desquels ils sont parvenus à paralyser complètement l'économie du pays, poussant le gouvernement équatorien à ouvrir des négociations de nation à nation avec les autochtones, en partie grâce à l'intervention de Rigoberta Menchú. Un accord a été signé, prévoyant qu'un effort serait fait par toutes les parties pour construire une société pluriculturelle. Il a également expliqué combien il était difficile pour son peuple de participer aux forums internationaux, où ils se sentent souvent laissés pour compte et ne savent pas comment s'exprimer pour se faire entendre.

STOP THE LAND GRAB!



SUPPORT INDIAN TREATIES

caines consistant à se débarrasser des déchets toxiques et radioactifs sur les terres indiennes

A son tour, Hinewirangi Kohu, de la nation maori, membre du Conseil de IITC, a raconté l'histoire de son peuple, son établissement dans les îles du Pacifique Sud et sa



Wilfrido Aragon a parlé pour les Quiche d'Équateur, et a expliqué comment ils ont lutté contre le gouvernement et la compagnie pétrolière *Arco* pour la sauvegarde de l'environnement sur leurs territoires traditionnels. En 1992, ils ont finalement créé un conseil indépendant du peuple quiche de Pastaza qui leur a permis de regagner 2 millions d'hectares de terres et de créer l'*Institut Amazonien des Sciences et Technologies Indigènes*. Ils ont constitué des conseils traditionnels et négocient actuellement d'égal à égal avec *Arco* concernant l'exploitation du pétrole pour les 25 années à venir. Ils ont fait arrêter la construction d'une route et s'efforcent de stopper l'exploitation pétrolière. Ils administrent désormais eux-mêmes les fonds qu'ils reçoivent du gouvernement.

Vers une stratégie internationale

Dixon Cunningham, représentant les Miskitos du Nicaragua, a raconté l'histoire du peuple miskito et de ses luttes, tout d'abord contre les Anglais, ensuite contre les compagnies charbonnières et, dans les années 80, contre les Sandinistes. En 1990, ils ont obtenu leur autonomie sur le papier, mais les statuts qui devaient leur garantir une véritable autonomie sont bloqués par le parlement nicaraguayen. Et depuis les compagnies sont revenues pour chercher à exploiter les pêcheries et les gisements aurifères.

Leo Acunha, représentant les nations indigènes d'Argentine, a témoigné de la longue lutte qu'elles ont menée contre le gouvernement. Une loi est passée en 1989, la loi 23-32, qui devait permettre la création d'institutions représentant les indigènes, mais il n'y a à ce jour aucun résultat tangible. Le gouvernement poursuit actuellement une politique de déplacement forcé pour pouvoir exploiter les mines situées sur les terres indiennes. Après la *Marche pour la Paix* organisée par les indigènes, le gouvernement a fait des concessions et a laissé les autochtones utiliser les terres, mais la lutte continue pour obtenir les titres de propriétés des territoires revendiqués.

Bill Means a expliqué en détails aux participants le processus qui a conduit à la créa-

tion du Groupe de Travail sur les Peuples Autochtones à l'ONU, et en quoi les témoignages recueillis ici étaient tellement importants pour la rédaction du rapport sur les traités. Mais il a rappelé que l'ONU était-toujours la plus lourde bureaucratie qui soit, qu'elle fonctionnait très lentement et que, de surcroît, les nations-membres exerçaient des pressions visant à ralentir le processus, voire à l'arrêter. En conclusion, il a déclaré que « si l'utilisation de l'ONU comme forum était une occasion unique, il n'en restait pas moins que la solidarité et les échanges entre nations indigènes restaient la meilleure façon de résoudre les conflits ».

Le dernier mot est revenu à Puksu Igualikinya, de la nation kuna du Panama. Il a décrit la lutte des Kunas en 1925, quand ils n'hésitèrent pas à sacrifier leur vie pour leur peuple, si bien qu'aujourd'hui il existe une nation kuna indépendante. Il a poursuivi sur cette idée de sacrifice, car pour lui, la plupart des nations indigènes dans le monde aujourd'hui ne doivent pas s'attendre à un combat facile, et devraient prévoir qu'elles perdront des leurs dans la lutte. Il a déclaré : « C'est le prix à payer pour préserver notre dignité et notre identité. » Il a demandé aux participants de se souvenir de tous ceux qui étaient tombés dans la lutte et de se préparer à aller jusqu'au bout pour leurs peuples.

La conférence s'est terminée par un banquet de saumon et un pow-wow qui a réuni toutes les nations participantes pour une longue soirée de chants et de danses sous la pluie.

Natalie Novik, correspondante en Alaska pour Nitassinan

1. NDLR : L'*International Indian Treaty Council*, ou *Conseil International des Traités Indiens* (IITC), est une organisation non gouvernementale regroupant des représentants amérindiens de la totalité du continent. Cette ONG a obtenu en 1977 un statut consultatif au sein des Nations-Unies.

2. NDLR : Un traité a été signé en 1971, entre le gouvernement des USA et les autochtones alaskans, l'ANCSA, divisant l'Alaska en douze régions gérées par des corporations indigènes dont le but était de faire des profits tout en préservant les traditions autochtones (!). (Reportez-vous à *Nitassinan* n°29 "Yup'itt-Inupiat", notamment pp. 39 à 41).

Badger-Two Medecine : une bonne nouvelle

Dans nos numéros 35, 40 et 41, nous avertissions nos lecteurs du grave danger qui menaçait la région de Badger-Two Medecine au Montana, sanctuaire naturel jusque là préservé et terre sacrée pour les Blackfeet. La compagnie Petrofina y avait obtenu une autorisation de forages pétroliers.

Nous avons appris que le moratoire sur les forages pétroliers, qui prenait fin en juillet 1995, était prolongé d'un an. C'est une victoire importante pour la nation blackfeet et pour les défenseurs de la nature.

La campagne de lettres à laquelle les lecteurs de Nitassinan ont participé y est peut-être pour quelque chose. Mais une prolongation du moratoire ne peut assurer une protection définitive. Nous vous demandons aujourd'hui de soutenir l'adoption, par le Congrès des États-Unis, de la loi H.R. 2638 (Northern Rockies Ecosystem Protection Act) destinée à protéger non seulement le site de Badger-Two Medecine, mais tout le nord des prairies rocheuses, connues sous le nom de "Rocky Mountains Front" contre le développement, en particulier celui de l'industrie minière. Des modèles de lettre pourront être fournis sur demande accompagnée d'une enveloppe timbrée.



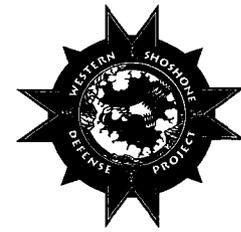
Bill Yanklow et les Affaires Indiennes

Bill Yanklow, gouverneur du Sud Dakota, recherche un directeur pour les Affaires Indiennes. Celui-ci devra être obligatoirement en accord avec ses positions du gouverneur : dissolution de la réserve Yankton, opposition à tout achat de terre par une tribu, nouvelle rédaction de tous les contrats signés entre les tribus et l'État à propos des casinos, opposition à la restitution de terres saisies le long du Missouri pour la construction des barrages à la tribu Standing Rock Sioux.

Bill Yanklow pense devoir faire appel à un non-Indien. On ne voit pas quel Indien serait assez ennemi de son peuple pour accepter une charge dans de telles conditions !



Un étrange incident



Le 23 juillet, des pompiers travaillant pour le Bureau de Gestion des Terres (BLM) combattait un important feu de prairie allumé par la foudre dans la région de Crescent Valley, au Nevada. Ils se mirent bientôt en devoir d'allumer des contre-feux à l'aide de fusées. Mais il advint que, maladresse ou malveillance, ces contre-feux furent tirés si près d'un ranch qu'ils menacèrent directement non seulement les pâturages, mais les granges et les bâtiments d'habitation, d'autant qu'ils se trouvaient sous le vent. On ne peut s'étonner que l'éleveur, aidé de sa famille et du personnel du ranch, se soit efforcé d'empêcher ces feux de s'étendre en utilisant des pelles ainsi que des sacs et des morceaux d'étoffe humides. À plusieurs reprises, les pompiers rallumèrent leurs contre-feux au même endroit. Surpris en train d'éteindre l'un de ces feux, le propriétaire du ranch fut arrêté. L'un des pompiers rapporta qu'il « paraissait énervé » en voyant que le feu menaçait son ranch. On le

serait à moins... Il fut reconnu coupable d'avoir entravé l'action d'un fonctionnaire qui combattait un feu de prairie et condamné à une amende de 500 dollars.

Il n'est pas inintéressant de savoir que l'action se passe en terre western-shoshone et que le rancher condamné s'appelle Tim Dann. Le ranch de la famille Dann menacé d'être brûlé par des fonctionnaires du BLM se trouve sur les terres reconnues aux Western-Shoshone par le traité de Ruby Valley de 1863, mais que le gouvernement fédéral, par un acte unilatéral et totalement illégal, considère comme siennes. Jamais les Western-Shoshone n'ont cédé leurs terres, jamais ils n'ont accepté les 26 millions de dollars que le gouvernement leur a accordés pour une terre qu'ils n'ont jamais voulu vendre.

Tim est le neveu de Carrie et Mary Dann et de Clifford Dann. *Nitassinan* a consacré plusieurs articles au courageux combat mené depuis 1974 par les sœurs Dann afin

de protéger les biens de leur clan familial, dont les troupeaux que le BLM a fait réduire en 1992 sous prétexte de "surpâturage sur des terres fédérales", mais aussi pour affirmer les droits de leur tribu à leurs terres. (voir *Nitassinan* n° 34, p. 2 et n° 35, p. 5 et 6)

En novembre 1992, Clifford Dann avait tenté de s'opposer à la capture de son bétail et de ses chevaux et, dans un accès de désespoir, avait tenté de s'immoler par le feu. Il avait été condamné à 9 mois de prison ferme.

La famille Dann et ceux qui la soutiennent sont persuadés que l'action des pompiers du BLM qui combattait le feu du 23 juillet était tout-à-fait délibérée et cherchait à intimider et à menacer la famille Dann.

Source : Indian Country Today, le 9 nov.95

Traduction : Monique Hameau

Guyane

Création d'un parc national



Au début des années 1980, quelques scientifiques et militants associatifs avaient lancé l'idée de créer un parc national en Guyane. Le projet a été repris par le gouvernement français lors de la Conférence de Rio en 1992. Le parc serait destiné à protéger l'exceptionnelle biodiversité de la forêt amazonienne, qui représente plus de 90% du territoire guyanais. Selon les spécialistes, le parc devrait être situé dans le centre-nord de la Guyane, où l'on trouve les biotopes les plus variés et des bassins fluviaux inhabités par l'homme. Or, le ministère de l'Environnement a décidé de situer le parc dans le sud, là où vivent plusieurs milliers d'Indiens, wayana, émerillons et wayampi. Outre la protection de l'environnement, le Comité de Pilotage du parc, chargé de l'élaboration du projet, prévoit le développement d'activités touristiques, l'urbanisation de certaines communes, le maintien de l'activité minière. Le Fond Mondial pour la Nature (WWF) a déjà fait état de graves contaminations au mercure de la popula-

tion amérindienne, et dénonce l'absence totale de respect des législations française et européenne en Guyane.

Jusqu'à présent, l'accès aux régions intérieures de la Guyane était interdit (sauf autorisation préfectorale). Mais le projet prévoit de faciliter l'accès des touristes (et sans doute des investisseurs !), qui risquent de mettre en danger le fragile équilibre de la population locale, de la flore et de la faune, encore relativement épargnées.

Les autorités régionales et ministérielles affirment que leur intention première est d'instaurer un développement durable. Mais les emplois créés seront pourvus sur concours administratif et difficilement accessibles aux Amérindiens, auxquels on semble plutôt réserver des emplois contractuels - donc précaires - de guides ou de piroguiers.

En matière de décisions, les Amérindiens sont d'ailleurs totalement ignorés. Le Comité de Pilotage est en effet composé d'élus locaux, départementaux et régionaux,

de représentants de l'État et de scientifiques, mais à l'exception du maire de Camopi, les Indiens ne sont pas représentés. Privés de statut officiel pour faire entendre leur voix, ils se sont pourtant clairement exprimés contre la création du parc national dans le sud de la Guyane.

Au moment où le président Jacques Chirac s'apprête à recevoir une délégation de 150 Indiens des trois Amériques (1), pour discuter des problèmes culturels et identitaires, on est en droit de se demander si le mot "cohérence" figure au vocabulaire du gouvernement français...

Caroline Grenot

Sources : Rapport du Comité de Pilotage du parc, ICRA, Les réalités de l'écologie, n° 71.

1 - Rencontres Amérindiennes, organisées à l'Assemblée Nationale à Paris, les 19, 20 et 21 juin 1996, à l'initiative du député de Guyane Léon Bertrand, sur le thème : Tradition et Modernité. Un spectacle est prévu pour la Fête de la Musique avec 40 musiciens et danseurs indiens de Guyane.

Mont Graham

Une victoire éphémère



En 1980, le Mont Graham était choisi par l'Université d'Arizona et ses partenaires européens (Institut Max Plank, Institut Arcetri, et l'Observatoire du Vatican) pour construire un complexe astrophysique de grande envergure. Cette montagne, dont le véritable nom est Dzill Nchaa Si An, est un lieu spirituel sacré pour les Apaches. Au moment même où, après un combat de 15 ans (1), ces derniers obtiennent une décision de justice favorable, de nouvelles complications apparaissent...

Les Apaches San Carlos n'ont pu empêcher la construction du complexe astrophysique, approuvée en 1988 pas le Congrès des Etats-Unis sans aucune étude d'impact sur l'environnement préalable. Or, le Mont Graham abrite un écosystème unique au monde, plusieurs espèces animales et végétales protégées. Certaines lois américaines qui auraient dû garantir la protection du site ont été contournées par l'Université d'Arizona (UA), et une partie de la forêt primitive du sommet a été rasée pour permettre la construction des télescopes.

En 1993, l'UA a demandé que le troisième télescope (le grand binoculaire de 80 millions de dollars) soit construit en-dehors de la zone autorisée par le Congrès. Elle a défini elle-même le site idéal et a commencé la coupe à blanc. Suite à une plainte déposée par 18 associations, la 9^{ème} Cour d'Appel des États-Unis a décidé, le 24 avril 1995, que le grand télescope binoculaire ne pouvait être construit sans étudier préalablement l'impact sur l'environnement. Le juge a en outre déclaré que l'autorisation de construction du complexe constituait une violation de plusieurs lois américaines (2).

Le soutien aux Apaches s'intensifie chaque année et la pression internationale est telle que l'UA tente désespérément de trouver de nouveaux partenaires. Ainsi, l'Institut Max Plank a réussi à convaincre le Conseil des Astronomes Allemands de se joindre au projet. Son président, le Dr Kudritzki a rencontré les Apaches White Mountain et San Carlos et visité leurs réserves. Il a même été convié à la *Sunrise Dance*, cérémonie religieuse particulièrement importante qui invoque les esprits de la montagne *Dzill Nchaa Si An*. Méprisant totalement le sens de cette cérémonie, le Dr Kudritzki déclara

rait dans une correspondance du 19 octobre : " J'ai appris, des participants, que la construction du télescope ne constitue absolument aucune contrainte pour eux ". L'UA et ses partenaires allemands prétendent qu'un grand nombre d'Apaches est favorable au projet ; en fait, le Conseil tribal San Carlos n'a émis qu'une seule résolution favorable, en juillet 1993, en complète contradiction avec toutes les celles votées par les différents élus au cours des années. Ce maigre élément ne peut justifier l'attitude des scientifiques, d'autant moins que le département, d'anthropologie de l'UA détient les preuves irréfutables du caractère religieux du Mont Graham pour les Apaches

La loi du plus fort

Le 30 novembre 95, six autres Conseils tribaux apaches se sont joints à la *Coalition Apache pour la Survie*, afin de demander au Congrès de ne plus accorder de passe-droits à l'Université d'Arizona. Le Conseil tribal de San Carlos a également demandé au ministère de la Justice de procéder à une enquête sur la violation des lois par le Service National des Forêts, qui avait autorisé la coupe à blanc illégale de 1993. Ces démarches ont été soutenues par une résolution du *National Congress of the American Indians (NCAI)*, la plus grande organisation de représentation légale des Indiens aux Etats-Unis.

Cette large mobilisation a poussé Jim Kolbe, député républicain d'Arizona, à inclure dans la loi budgétaire une ordonnance visant à accélérer la construction du troisième télescope. Le texte demande l'annulation d'une étude menée par l'IHS (3) sur les besoins des communautés indiennes en

matière de prévention du SIDA, et insère, à la place, une clause autorisant la construction du télescope binoculaire dans les termes définis en 1988. Il faut préciser que ce même Jim Kolbe est à l'origine de la décision du Congrès, en 1988, d'autoriser les constructions sans procéder aux études requises par les lois américaines (aurait-t-il quelque intérêt financier dans le complexe astrophysique?).

En janvier 1996, les députés, majoritairement républicains, ont approuvé la loi budgétaire qui, outre la clause sur le Mont Graham, représente une perte sèche de plusieurs centaines de millions de dollars pour les services sociaux et de santé indiens. En septembre 1995, le Bureau des Affaires Indiennes (BIA) avait déjà dû licencier un quart de son personnel (soit 3000 personnes). Pour l'année budgétaire 1996, le budget du BIA (qui représente 26% de celui du ministère de l'Intérieur), devrait subir une réduction de 46%.

Bill Clinton a immédiatement opposé son veto à la loi budgétaire, mais combien de temps pourra-t-il contenir la politique raciste et socio-sélective des républicains ?

Caroline Grenot.

Sources : *Apache Survival Coalition, NCAI, San Carlos Tribal Council, White Mountain Tribal Council, Indian Country Today.*

1 - Voir *Nitasinan* n° 35.

2 - A savoir : *American Indian Religious Freedom Act, National Environmental Policy Act, National Historic Preservation Act, Endangered Species Act, Administrative Procedures Act* et les premier et cinquième amendements de la Constitution américaine.

3 - *Indian Health Service* : service de santé indien financé par les fonds publics.

Les Taïnos sont toujours vivants

On a beaucoup parlé des Indiens taïnos à l'occasion de la commémoration du cinquième centenaire de l'arrivée de Colomb en Amérique. Mais, comme d'habitude, ils étaient évoqués au passé, comme si les bons Indiens étaient finalement toujours morts et mythifiés. À propos du procès Colomb à la Martinique, Nitassinan (n° 38) rapportait les paroles d'Auguste Kent, président de l'association des Indiens Taïnos ou Arawaks de la Dominique. « Les Indiens, avait-il déclaré, résistent toujours. » Nous donnons aujourd'hui la parole à Bobby Gonzales, représentant des Taïnos de Puerto Rico, territoire des États-Unis dans les Caraïbes.

« Les habitants indigènes de l'île de Boriken, rebaptisée Puerto Rico par les Espagnols, ont disparu il y a plusieurs centaines d'années ». Cette assertion a été répétée si souvent que la plupart des gens la croient. Cela pourrait les surprendre de savoir que les Taïnos disparus se sont organisés à New York, à Pittsburgh, à Philadelphie, à Phoenix, à Los Angeles, à St. Petersburg en Floride et à Boriken...

Des femmes et des hommes taïnos ont travaillé dans le directoire de l'*Indian Law Alliance* et dans la maison communautaire indienne de New York. Un Taïno est président du directoire du centre indien de Pittsburgh. Nous avons été actifs dans la communauté amérindienne pendant des années et nous y sommes considérés comme Amérindiens. Pourquoi alors nous déclarer disparus ? Cela a commencé en 1492, l'année de la rencontre entre les Européens et les Taïnos.

L'histoire du viol du peuple et du territoire taïnos est pénible à raconter. Ceux qui n'ont pas été massacrés ont été réduits en esclavage. Des milliers de nos ancêtres se sont suicidés plutôt que de subir une mort lente sous le joug des envahisseurs. Les mères ont tué leurs propres enfants pour leur épargner une vie de misère. Certains avaient fui vers les Petites Antilles auprès des peuples caribe, qui leur ont donné asile.

D'autres ont peut-être rejoint la Floride où des Taïnos s'étaient déjà établis parmi les Calusa. D'autres enfin se sont cachés dans les montagnes de l'intérieur de l'île de Boriken. Mais les historiens disent que les Taïnos ont tous été exterminés pen-

dant les cinquante années qui ont suivi l'arrivée des Espagnols aux Amériques, c'est-à-dire que nous aurions tous disparu en 1542.

À la fin des années 1590, la ville de San Juan a été attaquée et occupée par le Duc de Cumberland. Quand les Espagnols ont repris la ville en 1599, ils furent étonnés de trouver la cité peuplée d'Indiens. Les colons espagnols avaient fui pour se cacher dans les montagnes.

Le recensement officiel de 1799 à Puerto Rico mentionnait 2.300 Indiens. Celui de 1808 indiquait qu'il n'y avait pas d'Indiens sur l'île. En fait, le gouvernement avait transféré arbitrairement les Indiens dans la catégorie "gens de couleurs".

Les États-Unis ont envahi Boriken en 1899. L'année suivante, le ministère de la guerre américain publiait un "rapport sur le recensement à Puerto Rico". Dans ce rapport, le capitaine W. S. Schuyler constate : « Pendant mon travail sur les routes, j'ai eu l'occasion de voir des foules de 700 à 800 hommes se rassemblant pour la paye à Las Marias, à La Vega et à Axasco. La

fréquence du type aborigène était remarquable... À San German, j'ai remarqué une femme dont la couleur, les cheveux et les traits faisaient d'elle une vraie Indienne du sud-ouest des États-Unis. »

Il n'y a aucun gouvernement des Caraïbes qui reconnaisse que les Taïnos existent encore en tant que groupe culturel distinct. Le faire, ce serait ouvrir une boîte de Pandore. La reconnaissance des Taïnos pourrait certainement entraîner la revendication de terres, le rapatriement d'objets sacrés exposés dans les

musées et l'aveu d'un génocide physique, culturel et spirituel de 500 ans.

Bobby Gonzales, traduction : Fabrice Mignot
Source : Dark Night

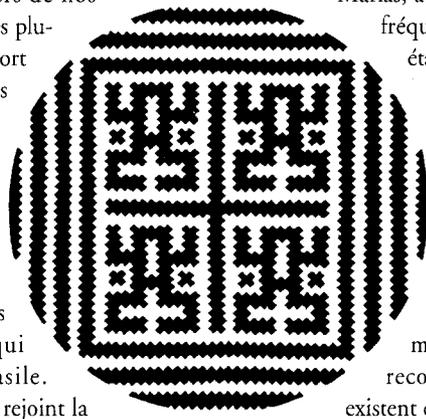
Contact : Taino Cultural Project, c/o Solidarity Foundation, 310 W. 52nd Street, New York, NY 10019



Brésil : le processus de démarcation menacé

Selon l'organisation Survival International, « les Indiens du Brésil n'ont pas connu de plus grave menace depuis les années 1970, sous la dictature militaire ». Cette déclaration faisait référence au projet de réforme du décret 22/91 sur le processus de démarcation des territoires indigènes. La modification consiste en l'introduction d'un droit de "contradictorio" : les colons et les exploitations minières et forestières qui occupent actuellement des territoires indigènes auront désormais la possibilité de contester les projets de démarcation des zones indigènes n'ayant pas encore été ratifiés. Pendant le temps que prendra l'examen de leur requête, ils pourront continuer d'occuper - et dans la plupart des cas de polluer - les territoires indigènes et d'opprimer les Indiens.

L'objectif de cette "modification" est en fait de réduire la superficie des terres revendiquées par les Indiens. Plus de la moitié des 554 territoires indigènes pourrait être touchée.



Mexique

Répression dans la Huasteca

Nitassinan a rencontré, en novembre 1995 à Paris, Celerino Hernandez, porte-parole nahua du Mexique. Il était venu témoigner des atteintes aux droits de l'homme perpétrées par l'État mexicain mais aussi de l'extraordinaire capacité de lutte des Indiens de la Huasteca. Face à une presse internationale muette, ou en tous cas très silencieuse, les Indiens de la Huasteca en appellent à la solidarité des organisations et de l'opinion publique européennes.

Nitassinan - Pourrais-tu nous présenter ta communauté ?

Celerino Hernandez - Je suis originaire d'une communauté indigène qui compte 300 personnes. Les Tohuacos habitent la commune de Huautla, État d'Hidalgo, dans la région de la Huasteca au Mexique. Je représente la culture nahua au sein de mon organisation, le F.D.O.M.E.Z. (Front Démocratique Oriental du Mexique Emiliano Zapata). Cette organisation regroupe des Indiens appartenant à quatre cultures : les Tepehua, les Nāñuz, les Mizteca et les Nahuatl. L'organisation est présente dans trois États mexicains : Veracruz, Hidalgo et San Luis Potosi.

Dans cette zone, le F.D.O.M.E.Z. a joué un rôle important depuis sa création en 1977. Nous avons également souffert de la répression. Mais cette répression nous a forcés à mieux nous organiser et aujourd'hui, le mécontentement se généralise au

sein de la population indigène, à la ville comme à la campagne.

N. - Combien cette organisation compte-t-elle de membres ?

C.H. - Nous sommes 200 000 familles. C'est l'organisation indigène la plus importante au Mexique.

Les livres d'école sont édités en espagnol. L'État mexicain impose la langue nationale et ignore les langues indigènes.

N. - Au sein de l'organisation quelle langue parlez-vous ?

C.H. - Nous parlons la langue indigène dans les communautés ; nous employons l'espagnol pour communiquer au niveau national et international. En fait, selon le milieu où nous nous trouvons, nous utilisons la langue indigène ou l'espagnol.

N. - Quelles sont vos revendications au sein de l'organisation ?

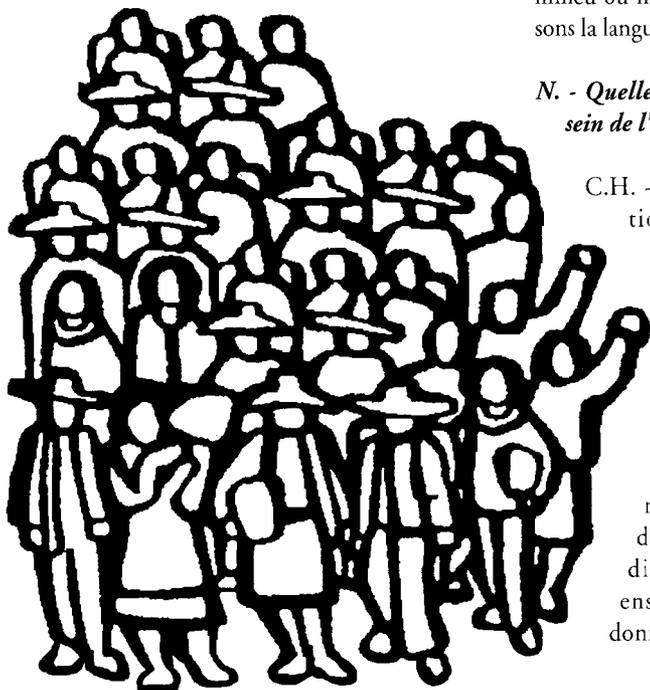
C.H. - Nous avons des revendications de tous ordres : économique, politique, social et culturel. Nous pensons que nous contribuons au processus de changement du pays par notre action en faveur de la démocratie. Nous avons de nombreux problèmes dans nos régions. Il nous manque des routes, des hôpitaux, des dispensaires, mais aussi des enseignants et des livres pour donner à nos enfants une éduca-

tion en accord avec les cultures indigènes. Au Mexique, les livres d'école sont édités en espagnol. L'État mexicain impose la langue nationale et ignore les langues indigènes. Nous sommes à l'origine de livres de textes en langues indigènes afin que les enfants sachent lire et écrire dans leur langue maternelle. Les deux langues - la langue indigène et l'espagnol - devraient être apprises. Ainsi,

à la fin du cycle de l'école primaire, l'élève serait capable de s'exprimer dans les deux langues, et la langue indigène ne serait pas dépréciée. Nous avons commencé à impulser ce projet d'éducation bilingue auprès des institutions indigènes au mois de septembre 1995, à la rentrée des classes. Aujourd'hui, on trouve des livres de textes en langues indigènes. La langue indigène la mieux représentée est le nahuatl.

N. - Peux-tu nous parler du processus de récupération des terres indigènes ?

C.H. - Le mouvement indigène est né dans les années soixante-dix dans la région de la Huasteca au Mexique. En effet, à cette époque, déjà, les meilleures terres des Indigènes étaient passées aux mains des latifundistes (grands propriétaires terriens) de la région. Les Indiens étaient devenus les travailleurs journaliers sur leurs propres terres, d'où ils avaient été chassés. Les conditions de travail étaient très dures : 14 heures de travail par jour (du lever au coucher du soleil) pour des salaires de misère, payés parfois en eau de vie. Du fait de cette situation, les Indiens ont



**Ils ont torturé
et assassiné
deux Indiens,
afin de mettre un terme,
par la terreur,
à notre lutte.**

commencé à s'organiser et le 14 mai 1977, quatre Indigènes (dont une femme) ont été assassinés. On a assisté alors à des manifestations de soutien spontanées. Les assassins étaient des bandits armés, connus de tous, à la solde des propriétaires terriens. Le mouvement indigène et paysan a pris de l'ampleur ; des milliers de paysans se sont organisés et ont initié les récupérations de terres. C'est l'objectif premier et fondamental de ce mouvement : récupérer les terres. Ces révoltes indigènes ne trouvent aucun écho favorable dans la presse ou à la radio. Le mouvement "14 mai" (en mémoire de la date de l'assassinat des quatre Indiens) a été obligé de changer de nom, car on l'accusait d'être une organisation de "guérilleros". Le mouvement est devenu l'*Organisation indépendante des peuples indiens de la Huasteca* (O.I.P.U.), en 1979. Depuis lors, il garde son nom et constitue l'organisation la plus importante au sein du *Front démocratique oriental du Mexique Emiliano Zapata* (F.D.O.M.E.Z.).

En 1980, les Indiens de la région de la Huasteca ont connu une nouvelle vague de répression. Plus de 5000 soldats se sont introduits dans les communautés et ont violemment maltraité les Indiens. A cette occasion, 250 Indiens ont été emprisonnés. Grâce à une mobilisation massive (manifestations, marches, "sit-in"), ils ont été rapidement libérés. Les Indiens se sont alors aperçus de la nécessité de ne pas s'arrêter à la récupération des terres en développant un programme de réflexion et d'éducation politique.

N. - A propos de la récupération des terres, a-t-elle pu être obtenue par la négociation avec l'État ?

C.H. - Dans un premier temps, nous nous sommes inscrits dans les organisations officielles et les partis politiques reconnus. Mais ces partis et ces organisations n'ont jamais résolu les problèmes de récupération de terres. Alors nous avons décidé de nous organiser de manière indépendante et de prendre les terres par voie de fait.

N. - Avez-vous des liens avec l'Armée Zapatiste de Libération Nationale ? (voir Nitassinan n° 37)

CH - L'E.Z.L.N. est une structure militaire, pas nous. Nous n'avons pas constitué d'armée pour récupérer les terres. Là est la différence. Cependant, en tant qu'Indigènes, nous souffrons de la même exploitation. Nous sommes également marginalisés et laissés pour compte. Avec notre action civile, nous contribuons comme l'E.Z.L.N. au processus révolutionnaire, et nous reconnaissons son travail.

N. - Quelles sont les conséquences de la répression de l'armée et des bandes paramilitaires sur les communautés ?

C.H. - Ils ont assassiné des compagnons indigènes dans les communautés. Les caciques (chefs des villages) ont l'appui des fonctionnaires de l'État et de la région. Les caciques sollicitent donc la force publique de l'État mexicain, les policiers municipaux et fédéraux. Les bandits armés et les caciques font irruption dans les communautés et assassinent nos dirigeants. C'est ce qui s'est produit le 8 septembre 1994 dans la municipalité de Cuatlán de la région de Madero-Veracruz. La force publique a commencé par réprimer la population civile. Ils ont torturé et assassiné deux Indiens, en les traînant tout autour du village, afin de mettre un terme, par la terreur, à la lutte des Indiens. Quatre jours plus tard, ces deux Indiens ont été retrouvés dans le fleuve avec des traces accablantes de torture. Leurs yeux avaient été arrachés des orbites, la langue et les testicules avaient été sectionnés. Voici un exemple de répression que connaissent les Indiens tepehua et nahua de l'organisation *José María Morelos Y Pavón* (1) au Mexique. Les Indiens de l'organisation populaire *Terre et Liberté -11 mai-* de l'État de Veracruz ont également été victimes de répression sauvage de la part de la force publique. Le 29 et le 30 mai 1995, 1000 policiers ont envahi la communauté et ont commis des actes de violence sur la population civile. Ils ont arrêté 36 Indiens, les ont conduits à la pri-

son de Tuxpan Veracruz, pieds et mains liés. Grâce aux actions de solidarité de la communauté, huit Indiens ont été libérés dans la semaine. Ceci est un autre exemple de la répression qu'exerce le gouvernement mexicain contre les Indigènes. L'État mexicain a également créé des organisations paysannes avec d'anciennes bandes paramilitaires comme la *Coalition sociale des paysans unis pour la solidarité* (C.U.S.C.U.S.) ou l'*Organisation torche paysanne*. Ces factions reçoivent préparation et entraînement militaire dans le but d'assassiner les Indiens. Sous prétexte de violence, les policiers font irruption dans les communautés et répri-



ment les Indiens appartenant à des organisations indigènes. Mais en réalité, c'est le gouvernement lui-même qui est à l'origine de ces actions destinées à faire plier les organisations indigènes. Pourtant, malgré cette répression, la lutte continue et notre organisation compte plus de 200 000 membres. Parfois, l'État utilise la ruse : il fait venir des médecins qui soignent les Indiens, mais en même temps, ces médecins recueillent des informations. Ils demandent aux malades qui sont les dirigeants de la communauté et ils tentent de savoir si ces malades n'ont pas vu d'hommes armés dans la région. Face à ces pratiques, le F.D.O.M.E.Z. organise des marches, des manifestations... et de cette manière, il dénonce ces agissements au niveau local, dans la capitale, Mexico, et au niveau international.

N. - Comment la presse mexicaine répercute-t-elle cette lutte ?

**Quatorze heures
de travail par jour
pour des salaires
de misère, parfois payés
en eau de vie.**

C.H. - Le problème c'est que tous les médias sont contrôlés par l'État. Donc, ils n'informent pas ou alors ils manipulent l'information au profit de l'État. Quand nous organisons des manifestations, nous réunissons des centaines de milliers de personnes. En effet, ce ne sont pas seulement les Indiens qui manifestent mais aussi des paysans et des ouvriers. Le F.D.O.M.E.Z. fait partie de la coordination ouvrière paysanne indigène et populaire (C.O.C.I.P.). Si une organisation, membre de la C.O.C.I.P. connaît des problèmes de répression, elle peut compter sur l'appui et la mobilisation solidaire des autres organisations membres. Cela freine ainsi la répression dont elle est victime.



**Plus de 5000 soldats
se sont introduits
dans les communautés
et ont violemment
maltraité les Indiens.
250 Indiens
ont été emprisonnés.**

N - Qu'attendez vous de cette tournée en Europe ?

C.H. - L'objectif principal est d'informer le public européen sur les conditions de vie des Indiens, les violations systématiques et constantes des droits de l'homme au Mexique. Le gouvernement mexicain veut faire croire au monde qu'au Mexique la pauvreté n'existe plus et que nous vivons tous librement en paix. Nous démontrons le contraire. Nous espérons également bénéficier de la solidarité des différents comités de soutien. La problématique indigène n'est pas cantonnée à l'État du Chiapas, elle concerne tous les Indiens du Mexique.

N. - En signant le traité de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (A.L.E.N.A., cf. Nitassinan n°37), le gouvernement mexicain a-t-il fait changer la problématique territoriale indigène ?

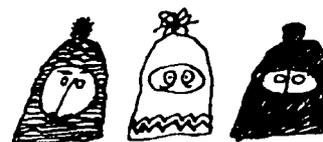
C.H. - La signature du traité de libre commerce avec les États-Unis s'est faite dans le dos du peuple mexicain. Le gouvernement mexicain a fait une réforme contraire aux intérêts et aux besoins des paysans. Je me réfère à l'article 27 de la Constitution mexicaine. Auparavant, la Constitution affirmait, du moins sur le papier, que la terre appartenait aux paysans et qu'elle ne pouvait pas être vendue. Aujourd'hui, c'est exactement le contraire. Ceci nous fait penser que, dans un futur proche, la terre appartiendra de nouveau aux plus riches. Et nous autres, Indiens, nous allons nous transformer à nouveau en travailleurs journaliers sur nos propres terres, comme dans les années soixante-dix.

*Propos recueillis, transcrits et traduits par
Christine Rosengard.*

1. José Maria Morelos y Pavon : homme d'Église ayant eu des responsabilités dans la guerre pour l'indépendance du Mexique (1810 - 1821).

**Guatemala : un nouveau pas
vers la paix**

Un nouvel accord, concernant les aspects socio-économiques et la situation agraire, vient d'être signé entre le gouvernement guatémaltèque et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Faisant suite à l'accord de mars 1995 qui reconnaissait le caractère pluri-ethnique et multi-culturel du pays ainsi que les spécificités des sociétés et des droits maya, garifuna et xinca, l'accord du 6 mai dernier souligne la nécessité d'un développement participatif. Y est particulièrement développée la responsabilité de l'État dans l'élaboration d'une stratégie sociale intégrale facilitant l'accès des paysans à la terre, et qui favoriserait la résolution des conflits.



**Chiapas : accords sur
l'autonomie Indigène**

Le 16 février dernier, à San Andres Larrainzar, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) et le gouvernement mexicain ont signé un premier accord concernant "l'autonomie et l'autodétermination des communautés indigènes du Mexique".

L'accord de San Andrés, qui comporte un volet national et un volet régional, consacré à l'État du Chiapas, concerne plus de 11 millions d'Amérindiens au plan national, répartis en 54 ethnies.

Dans cet accord, l'État mexicain s'engage à un nouveau "pacte social" avec les peuples indigènes, visant à reconnaître leurs droits à l'autogestion interne et à éradiquer l'inégalité et la discrimination dont ils souffrent.

Dans le cadre de ce pacte, le gouvernement enverra au Parlement un projet de réforme de la Constitution fédérale, reconnaissant le droit des Indigènes à "l'autodétermination et l'autonomie". Toutefois, le gouvernement précise que cette "autonomie" ne devra cependant pas remettre en cause la souveraineté nationale mexicaine.

Par ailleurs, la délégation de l'EZLN, a fait ajouter un texte à la fin des documents paraphés par les deux parties, dans lequel les zapatistes déclarent que l'accord « ne va pas assez loin » sur plusieurs points, notamment « la solution du grave problème agricole national, le droit des femmes indigènes et le thème du développement des peuples amérindiens ».

Le vol légal des terres indiennes

Nitassinan vous propose l'interview de Mino Eusebio Castro, vice-président de l'Association inter-ethnique pour le développement de la forêt équatoriale péruvienne (AIDSEEP), réalisé par le South and Meso American Indian Rights Center (SAIIC). Eusebio Castro est ashaninka. Les craintes que nous avons exprimées dans notre numéro 38 se confirment : les Ashaninka qui ont dû quitter leurs terres ravagées par les conflits entre guérillas marxistes et armée sont en train d'être dépossédés de leurs terres ancestrales, en vertu de la nouvelle Constitution péruvienne de 1993, qui permet à l'État de vendre par adjudication les terres "abandonnées". Et il en est de même pour tous les Indiens de l'Amazonie péruvienne.



SAIIC - Parle-nous de toi et de ta communauté.

Eusebio Castro - Mon nom dans ma langue maternelle est Naaperori Shirampari Ashaninka. Je suis ashaninka. Les Ashaninka sont l'un des 63 groupes qui habitent la région amazonienne du Pérou. Traditionnellement, les Ashaninka étaient une société guerrière qui contrôlait une aire magique. Nous vivions de la pêche et de la chasse et nous commerçons avec les autres communautés indigènes. Mais tout cela a changé et notre histoire a été ravagée par les mensonges et les fausses promesses. Nos droits indigènes ont été bafoués et nombre de nos femmes ont été violées. Il y a même eu des cas d'esclavage.

SAIIC - Quelles ont été les principales menaces contre les Ashaninka ?

E. C. - L'exploitation du bois par des colons a entraîné beaucoup de violence. Les groupes de guérilla du Sentier Lumineux et du mouvement révolutionnaire *Tupac Amaru* ont aussi violé nos droits indigènes. Ils nous ont opprimés et ont tué les enseignants bilingues et nos chefs. Nous avons bien tenté de résister, mais nous n'avions pas d'armes sophistiquées. Si nous nous étions défendus et avions tué quelqu'un, la Constitution péruvienne aurait permis que nous soyons jugés pour assassinat. Ainsi, nous étions entre deux feux.

SAIIC - Comment l'AIDSEEP prépare-t-elle la défense des territoires pour le

maintien de la biodiversité et pour assurer un avenir aux communautés indiennes de l'Amazonie ?

E. C. - L'AIDSEEP a un programme d'insaturation de réserves communales. Dans la zone de Guayali, nous avons obtenu plus de 100 titres de propriété pour les communautés. Il en reste 80 qui doivent être signés. Il y a beaucoup d'obstruction au ministère de l'Agriculture à cause du lobby des compagnies forestières. Dans la nouvelle Constitution péruvienne, les articles 82 et 83 stipulent que nos terres peuvent être saisies si l'État les considère comme "abandonnées". Elles peuvent ainsi être prises par ceux qui ont le pouvoir économique le plus important, c'est-à-dire les compagnies pétrolières.

SAIIC - Avez-vous des terres que vous considérez comme "abandonnées" ?

E. C. - Traditionnellement, il n'y a pas pour nous de terres abandonnées, car nous considérons l'espace d'une manière intégrée. Nous essayons de prendre l'initiative pour protéger et gérer la riche biodiversité de la région.

SAIIC - Quels ont été les principaux problèmes concernant les compagnies pétrolières dans les aires indigènes de l'Amazonie péruvienne ?

E. C. - La communauté candoshi a été la plus affectée par l'exploitation pétrolière. Elle est située dans la région septentrionale entre les rivières Marañon et Pastaza. *Occidental Petroleum* a acheté le lot numéro quatre. AIDSEEP et la communauté candoshi ont émis des protestations auprès du

gouvernement, alléguant que cela avait été fait sans le consentement de la communauté. AIDSEEP a envoyé des lettres de protestation à *Occidental Petroleum*, qui a donné des réponses vagues, disant qu'ils se préoccupaient de l'impact sur l'environnement. Mais quelques mois auparavant, nous avons constaté un déversement considérable de pétrole dans la rivière Pastaza. Cela signifie que toute la flore et la faune ont été empoisonnées. Or, les Candoshi ne peuvent survivre sans pêche et sans chasse. Dans la communauté de San Juan, la compagnie pétrolière a proposé d'indemniser les gens qui seraient déplacés en dehors de l'aire. Ils sont venus avec des vêtements et des médicaments. Le conseil général candoshi a déclaré ces actions illégales. Il a repris tout ce qui avait été donné aux familles et a demandé à la compagnie de quitter les lieux. Ceci a suscité la réaction de la compagnie et du ministère de l'Énergie.

Source : Abya Yala News, printemps 1995.
Traduction : Fabrice Mignot.



Leonard Peltier

La justice indigne...



Leonard Peltier, cela pourrait être vous, moi, n'importe lequel d'entre nous qui défendrait sa famille,

ses amis, sa communauté ou simplement ses convictions. Leonard Peltier est un Amérindien, condamné à deux peines de prison à vie consécutives pour le meurtre de deux agents du FBI. Il a passé plus de vingt années dans des pénitenciers fédéraux aux USA. Lors d'une longue bataille juridique, sa défense a pu présenter, à plusieurs reprises, les preuves de son innocence, poussant le gouvernement américain à changer de théorie pour le maintenir derrière les barreaux.

Aujourd'hui, tous les appels pour la réouverture d'un nouveau procès sont épuisés mais, de par le monde, de plus en plus de voix se font entendre réclamant "justice". Après l'échec de son ultime appel devant la Huitième Cour des États-Unis, les avocats de Leonard Peltier ont déposé une demande de grâce présidentielle. Ce recours est toujours en considération à la Maison Blanche et le président Clinton n'a pas encore rendu sa décision.

En 1993, le Bureau des libérations conditionnelles avait été saisi du cas Peltier mais avait refusé de lui accorder la libération sur parole. De plus, la commission avait annoncé qu'elle ne prendrait pas en considération cette affaire avant quinze ans.

Deux ans plus tard, suivant la procédure légale, Peltier a dû se présenter devant un employé du Bureau des libérations conditionnelles qui devait statuer sur les nouveaux développements de son affaire.

L'audition s'est déroulée le 11 décembre

Leonard "Gwarth-ee-lass" Peltier, anishinabe-lakota et militant de l'American Indian Movement, est le plus ancien prisonnier politique amérindien. Dans notre numéro 42 (p. 7), nous vous annonçons que la Commission des libérations conditionnelles avait décidé de réouvrir le dossier Peltier malgré ses précédentes déclarations. Après des nouvelles encourageantes et des mois d'attente, la commission a rendu sa décision...

dernier en présence de l'intéressé, de ses avocats, Ramsey Clark et Carl Nadler, ainsi que de Bill May du *Leonard Peltier Defense Committee* (LPDC). Le gouvernement américain était représenté par le procureur général Lynn Crooks et l'agent spécial du FBI, Roger Wheeler.

Lors des débats, qui ont duré plus d'une heure, les avocats de Peltier ont pu présenter témoignages et documents à l'encontre des arguments du gouvernement. Le représentant du FBI a demandé que Peltier exprime des remords. Ce dernier a refusé de se repentir pour un crime qu'il n'a pas commis.

L'agent du Bureau des libérations conditionnelles a déclaré qu'il restait ouvert et qu'il félicitait Leonard pour son effort ininterrompu en faveur des peuples amérindiens. Au vu de toutes les pièces apportées, l'agent a déclaré qu'il ne pouvait rendre une décision à la fin de l'entrevue. Il a annoncé qu'il ferait une recommandation à la Commission qui, elle, statuerait.

Dans l'attente...

Fin février, le LPDC a été informé que l'agent du Bureau des libérations sur parole avait émis un avis favorable à la Commis-

sion nationale de Washington. Cette recommandation était basée sur le fait que l'accusation n'avait plus d'éléments prouvant avec certitude la culpabilité de Leonard Peltier.

Après un délai inhabituel, la Commission a annoncé, le 18 mars dernier, son nouveau refus de libérer Leonard sur parole, passant outre la recommandation du rapporteur de l'affaire et toutes les preuves apportées au dossier.

Quant à l'agent qui avait donné la recommandation favorable, il a mystérieusement perdu son poste au sein de la Commission des libérations conditionnelles...

S. Duez-Alesandrini (Nitassinan, CSIA/LPSG - France)

Source : - Communiqués du LPDC-USA - Commission des libération sur parole des États-Unis (USCP), décision du 18 mars 95.

Nous invitons celles et ceux d'entre vous qui sont connecté(e)s sur Internet, à visiter la page spéciale du Comité de Défense de Leonard Peltier (LPDC-USA).
 Homepage : <http://www.unicom.net/peltier/index.html>

Le 26 juin marque une nouvelle fois *La Journée Internationale de Protestation contre l'emprisonnement de Leonard Peltier*. C'est la dernière occasion, avant les élections présidentielles américaines (qui se dérouleront en novembre), de demander justice pour Leonard Peltier. Nous vous invitons à organiser des actions dans votre région (manifestations devant les représentations officielles américaines, concerts de soutien, etc.). N'oubliez pas de nous informer de vos initiatives en faveur de Leonard Peltier.

Continuez également de téléphoner, faxer,

écrire aux adresses suivantes pour demander la grâce présidentielle :

- President B. Clinton, The White House, 1600 Pennsylvania ave. NW, Washington DC 20500 USA - Tél : (202) 456 11 11 / Fax : (202) 456 24 61

- Mme Pamela Harriman, Ambassade des États-Unis, 2 av Gabriel, 75008 Paris - Tél : 42 96 12 02 / Fax :

Exprimez aussi votre indignation à la Commission des libérations sur parole des USA : United State Parole Commission - Tél : (301)492.5952,

Fax : (301)492.6694.



Don Perceval

Dineh, pacifiques et déportés

« Après la création des Navajo, quatre montagnes et quatre rivières ont défini l'endroit où ils devaient vivre. Cela devait être notre pays, Dinehtah, qui nous a été donné par la Première Femme des Dineh (NDLR : nom traditionnel des Navajo). Nos ancêtres nous ont dit que nous ne devons jamais nous déplacer à l'est du Rio Grande ou au nord de la rivière San Juan ; et je crois que c'est notre arrivée à Bosque Redondo qui a provoqué tant de décès parmi nous et parmi nos animaux. La Première Femme, quand elle a été créée, nous a donné ce morceau de terre, elle l'a créé spécialement pour nous et elle nous a donné le maïs blanc... J'espère que vous ne me demanderez pas d'aller dans un autre pays que celui-ci qui est le nôtre. »

adresse du chef Barboncito au général William Tecumseh Sherman (1868)

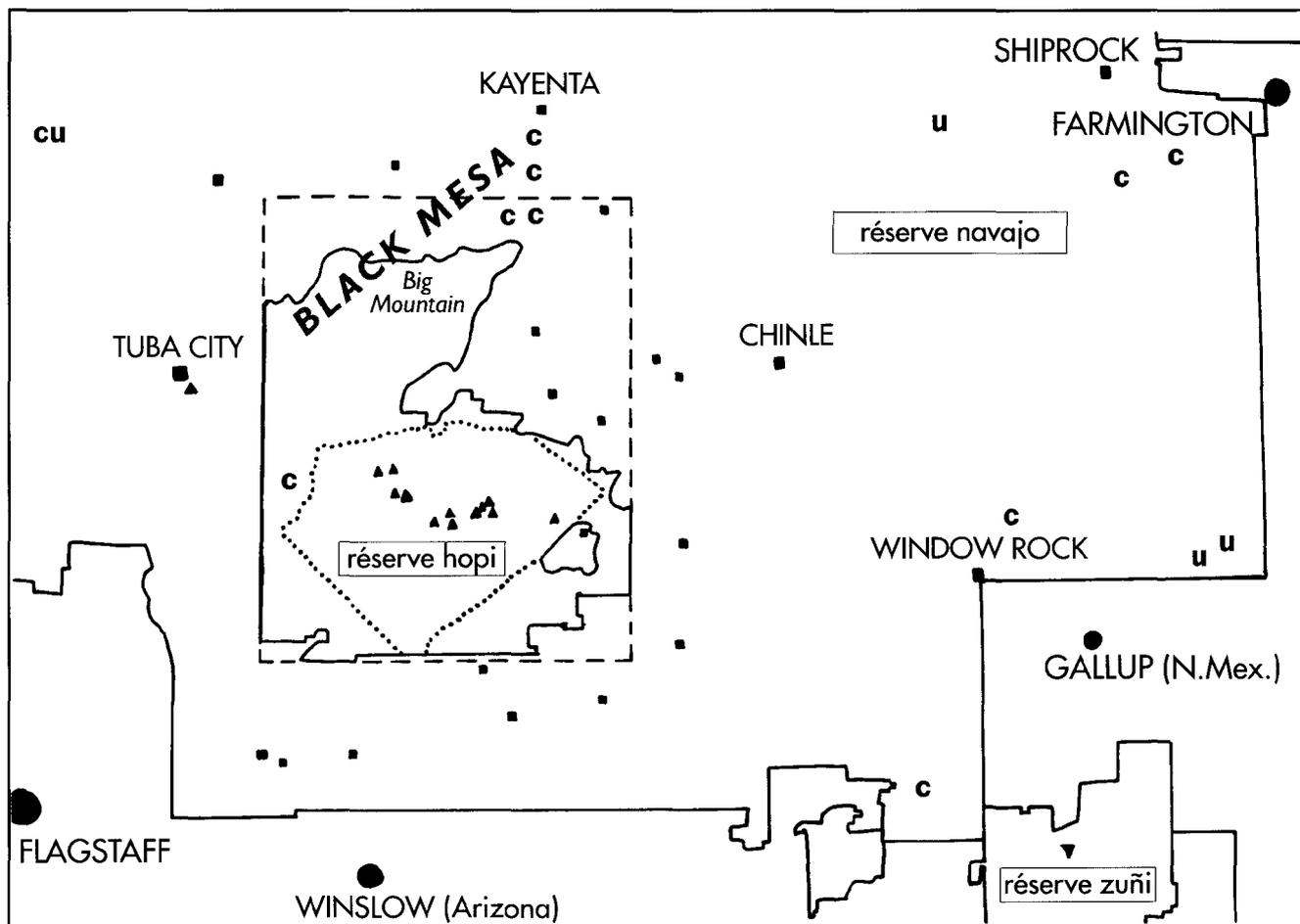
Cinq cent millions d'années avant J.C., Dinehtah - le plateau du Colorado - se trouvait à la latitude de l'équateur, au nord-est d'Atzlán, le sud-ouest des États-Unis. C'était un socle granitique plat recouvert d'une mer. Jusqu'à cent millions d'années avant J.C., retraits et incursions marines alternaient avec des vagues de dunes sableuses. Trois cent millions d'années avant J.C., un mouvement tectonique, qui se poursuit actuellement, commença à donner naissance aux montagnes qui encadrent Dinehtah. Cent millions d'années avant J.C., le mélange des sédiments marins, des alluvions nées de l'érosion intense des pentes montagneuses et les matières organiques issues des dinosaures commençaient à se transformer en charbon. Dix millions d'années avant J.C., des pluies importantes creusèrent les cours d'eau souterrains, qui

furent apparaitre des canyons. Dans cette région, unique au monde par ses formes spectaculaires et son fragile équilibre, l'homme s'installa dix mille ans avant J.C..

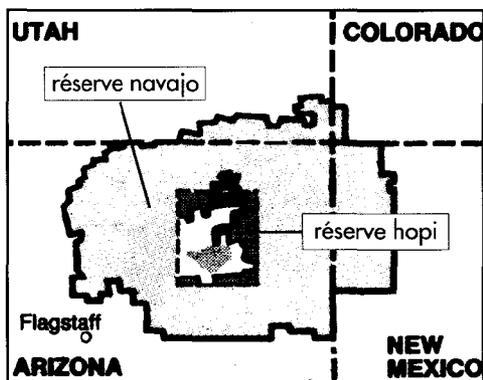
Guerres avec l'Espagne

Parmi ces hommes, se trouvaient ceux que les Dineh appellent "les Anciens" (Anasazi), qui, à partir du IX^e siècle après J.C. vivaient dans les villages situés dans les cavités des falaises, avec des techniques de maçonnerie supérieures à celles des Européens de l'époque. Au XIII^e siècle, les Anciens migrèrent, selon les Zuñi et les Hopi, vers le sud de Dinehtah. Ils construisirent sur les falaises et autour du Rio Grande, des villages en pisé que les Espagnols appelèrent "pueblos", nom qui sera aussi donné à ces Indiens agriculteurs. Les Dineh, appelés "ceux des grands champs" (Navaju) par les

Pueblo, vivaient en habitat dispersé dans des igloos de terre (hogan), les protégeant de la chaleur, du froid et des insectes. Ils chassaient, cueillaient et cultivaient le maïs, les haricots et les melons. Les femmes tissaient le coton sauvage. Ils furent régulièrement attaqués par les Utah (Ute), Indiens appartenant à la civilisation des grandes plaines, qui vivaient au nord de Dinehtah. Juan de Onate, descendant direct de Cortés, le conquérant du Mexique, et de Moctezuma, le dernier empereur aztèque, commença la colonisation des Pueblos du Rio Grande en 1598. Après une série de combats avec les Pueblo et les Apache, son fils établit la capitale de la colonie, appelée Nouveau-Mexique, à Santa Fé, à la frontière est de Dinehtah, en 1610. Les Pueblo furent christianisés en apparence, réduits en esclavage, et leurs terres furent distribuées



- | | | | | | |
|-----------|---|---|----------------------|----|-----------------|
| — | frontière de réserve indienne | ▲ | localité hopi | c | mine de charbon |
| - - - - - | frontière de la réserve hopi de 1882-1977 | ■ | localité navajo | u | mine d'uranium |
| | district 6 (voir note 6, p. 16) | ▼ | localité zuñi | cu | mine de cuivre |
| | | ● | ville des États-Unis | | |



La réserve navajo, la réserve hopi actuelle comprenant la zone d'utilisation commune et le district n°6, à l'usage exclusif des Hopi.

(en "encomiendas") aux soldats et aux colons espagnols, accompagnés d'Indiens du Mexique. Les esclaves pueblos fugitifs se réfugièrent à Dinehtah et apportèrent chevaux et moutons aux Dineh, qui devinrent rapidement des éleveurs et des cavaliers hors pair.

Dinehtah devient alors la nation indienne la plus riche et la plus puissante d'Atzlán, grâce au bétail et au tissage inégalé de la laine. Signe de prospérité, le vêtement des Dineh : épais ponchos chamarrés, ceintures de cuir, bottes en peau de cerf, turbans et bijoux d'argent.

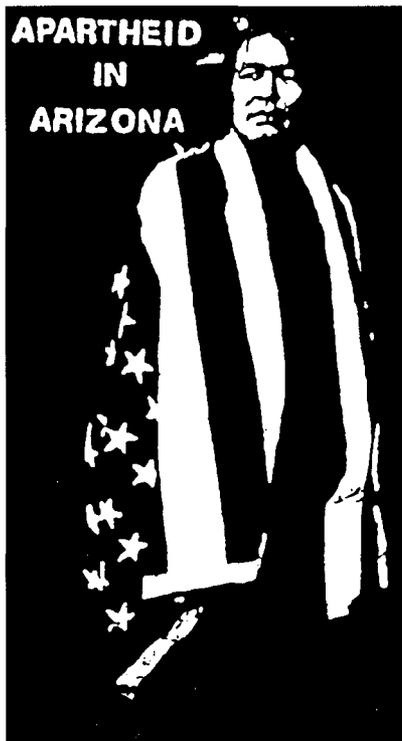
De 1609 à 1846, Dinehtah indépendante est en guerre incessante contre les Espagnols, aidés des Pueblo (1), des Chicanos (métis) et des Dinehanaih (une tribu navajo), au sud-est, et avec les Ute et les Comanche, au nord-est. En effet, Dinehtah est vu par les Espagnols comme un réservoir

d'esclaves en puissance. Pourtant, les Dineh sont pacifiques et ne cherchent pas à étendre leur territoire. Mais ils organisent des raids pour récupérer leurs proches et leur bétail chez l'ennemi. Une douzaine de traités de paix sont signés pendant cette période avec l'Espagne et le Mexique. Les captifs des Dineh seront toujours libérés - et reviendront librement chez les Dineh ! - tandis que les esclaves navajo seront maintenus sous le joug et alimenteront les marchés, malgré les clauses explicites des traités. Ces déplacements massifs,

accompagnés de massacres couverts par l'Eglise catholique (2), constituent un drame permanent pour cette confédération de clans dineh, où règnent la démocratie et l'égalité des sexes.

Un réservoir d'esclaves

En 1846, l'armée des États-Unis occupe Atzlán. Jusqu'en 1854, leurs relations avec les Dineh sont plutôt bonnes, car ils n'occupent pas Dinehtah et leur agent auprès d'eux est Henry Linn Dodge, admirateur de leur culture et admis en leur sein. Mais les colons du Nouveau-Mexique continuent leurs raids esclavagistes et envoient leurs troupeaux paître à Dinehtah. Des traités sont signés grâce à Dodge, que seuls les Dineh respectent. Kit Carson, agent de l'armée U.S. auprès des Utes, encourage les raids de ceux-ci en Dinehtah, alors que la presse locale se déchaîne contre les représailles navajo. La guerre éclate en 1861,



lorsque la tribu dineh de Manuelito est mitraillée par des soldats américains déçus d'avoir perdu une course de chevaux. La guerre de Sécession retarde les hostilités. Les Mormons déclarent l'indépendance de l'Utah et arment les Dineh.

La déportation des Dineh

En 1863, la nation dineh est très affaiblie, car le tiers de ses membres a été réduit en esclavage par les habitants du Nouveau-Mexique. Son bétail est razié, ses récoltes brûlées. C'est la curée de toutes parts sur Dinehtah. Les officiers américains partisans du dialogue sont relevés ou sont morts (comme Dodge). Le nouveau responsable du Nouveau-Mexique, le général James Carleton, fait déporter peu à peu 9 000 Dineh à l'est, dans un désert, à Bosque Redondo. Son but inavoué est d'en faire la proie des Comanches pour détourner ceux-ci des fermes des colons. Des longues marches se succèdent. Le quart des survivants meurt de faim, de maladies ou des raids comanches sur le camp de concentration de Bosque Redondo. À Dinehtah, les fugitifs se cachent chez les Indiens huvasapai, à l'ouest, ou dans le Grand Canyon.

À la suite de rapports alarmants, notamment celui de l'agent des affaires indiennes Keam (3), et du coût de la déportation, Barboncito, Manuelito et Ganado Mucho, chefs des Dineh déportés, parviennent, en 1868, à convaincre les États-Unis de la nécessité vitale de leur retour à Dinehtah, et des méfaits de l'esclavage, qui vient d'être aboli sur tout le territoire des États-Unis.

Les Dineh se voient alors octroyer un rectangle semi-désertique autour de Four Corners (4), soit un dixième de la surface de Dinehtah. Ce territoire sera agrandi légalement d'année en année pour atteindre aujourd'hui environ 69 000 km², soit la taille du Sri-Lanka ou de la République d'Irlande. Il est peuplé d'environ 250 000 habitants, qui se consacrent à l'élevage des moutons et des chevaux, au tissage de la laine et, de plus en plus, à des emplois de services.

La découverte du charbon

Depuis les années 1950, des ressources minérales, en abondance et de grande qualité, ont été découvertes sur le site de Black Mesa. Le Conseil tribal hopi (5), tombé en désuétude dans les années 1940, du fait du refus des Hopi de renier leur système politique traditionnel, a été réactivé dans les années 1950 pour permettre la signature d'accords entre une autorité légale reconnue par les États-Unis et les compagnies minières. De nos jours, la plupart des Hopi refusent toujours de voter aux élections du Conseil tribal, mais celui-ci bénéficie de l'appui des secteurs convertis à la religion des Mormons, qui se sont liés à la compagnie *Peabody*, dominée par les capitaux mormons.

En 1961, le Conseil tribal hopi a signé un accord avec *Peabody*, portant sur l'exploitation des gisements de Black Mesa, en échange d'une rente annuelle de 500 000 dollars. Aujourd'hui, *Peabody* exploite, sur le site de Black Mesa, la plus grande mine à ciel ouvert des États-Unis. Big Mountain n'est pas encore livrée à l'exploitation charbonnière mais la faille de minerai passe dessous.

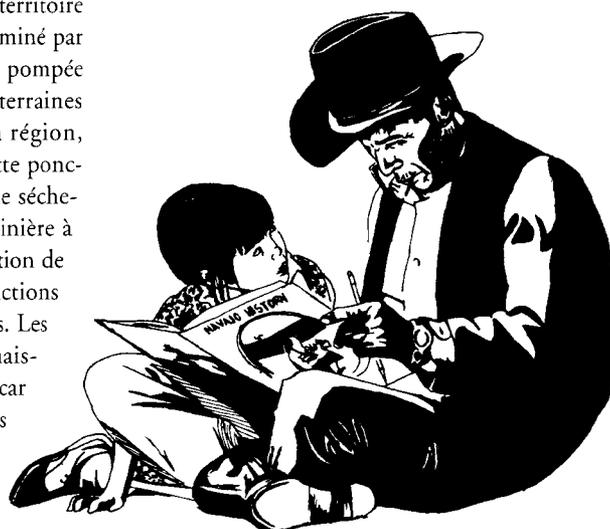
Le charbon extrait de Black Mesa, soit 7 millions de tonnes par an, alimente cinq énormes centrales électriques situées aux confins de la réserve navajo. Le Conseil tribal est devenu partie prenante de l'exploitation, touchant 4 % des bénéfices des extractions de *Peabody* effectuées sur le territoire qu'il contrôle. Le charbon est acheminé par pipe-line vers le Nevada. De l'eau pompée directement dans les réserves souterraines charrie le charbon pulvérisé. La région, semi-désertique, est, du fait de cette ponction colossale d'eau, soumise à une sécheresse chronique. L'exploitation minière à ciel ouvert entraîne, outre la pollution de l'air et des cours d'eau, des destructions pédologiques (des sols) irréversibles. Les habitants de Black Mesa ne connaissent que ces retombées négatives, car les infrastructures restent, en dehors des sites des usines, dans un état déplorable. De plus, leur mode

de vie traditionnel est peu à peu détruit, avec comme seule perspective, la misère dans les ghettos urbains.

Par un décret présidentiel de 1882, Big Mountain devenait lieu de résidence pour les Hopi et "autres Indiens". Une décision de la Cour Suprême de 1963 y avait reconnu l'autorité double du Conseil tribal hopi et du Conseil tribal navajo (6). Mais les Hopi mormons, modernistes et éleveurs voulaient obtenir l'autorité unique sur Black Mesa pour toucher tous les dividendes de *Peabody*. Ils ont obtenu une loi fédérale en 1974, instaurant la partition de ce territoire commun. En conséquence, une purification ethnique a été instaurée : 10 000 Dineh et 100 Hopi devaient être déplacés vers leurs réserves respectives. Une frontière complexe a été dessinée en 1977 sur laquelle a été érigée une clôture métallique.

Résistance à Big Mountain

Pour favoriser le départ des 10 000 Dineh, le Bureau des Affaires Indiennes (BIA), instance fédérale chapeautant les réserves, a diminué en deçà du seuil de survie le minimum légal de têtes de bétail par famille, les bêtes excédentaires étant saisies par la police et les contrevenants sévèrement punis. Toute nouvelle construction navajo sur la réserve hopi a été strictement interdite, ainsi que toute réparation des bâtiments qui sont cependant souvent victimes de la foudre ; les démolitions sont immédiates et les coupables incarcérés. La région est quadrillée par la police et les agents du BIA. Pour accélérer les départs, des tracteurs spéciaux et des épandages chimiques ont détruit des zones entières de végétation, alors que le Conseil tribal prétendait donner ces terres à des cultivateurs hopi. Sous la pression, des milliers de Dineh ont dû s'installer au-delà de la clôture-frontière.





Portrait de Katherine Smith par Carolyn Brooks

Certaines personnes déplacées ont été relogées en bordure de la frontière dans des villages, desservis par des routes en cul-de-sac menant à la réserve hopi. D'autres l'ont été dans les ghettos indiens des villes entourant la réserve navajo ; d'autres, dans des préfabriqués à Tuba City ou le long de routes dans le "désert". Les déplacés ont été relogés dans des maisons préfabriquées, en général construites par une firme mormone liée à la Commission officielle de relogement, pleines de malfaçons ou inadaptées (exemple : chauffage électrique sans électricité, alors qu'il neige en hiver, etc.). Autour de ces maisons-dortoirs de banlieue, un acre de terrain a été concédé aux ex-fermiers, qui n'ont donc aucune possibilité de se livrer à des activités agricoles ou d'élevage. Le BIA a, de plus, institué des permis d'élevage dont seules quelques familles bénéficient. La plupart des déplacés se retrouvent donc sans revenus, car aucune reconversion professionnelle n'a été prévue et les villages sont souvent très éloignés des centres d'activité. Et pour la première fois, en dehors des frais d'essence, les résidents ont dû acquitter des factures d'électricité, d'eau et des taxes diverses. En conséquence, la plupart des maisons ont été hypothéquées et revendues. En 1985, sur les 1000 familles déplacées, un tiers avait déjà revendu sa maison, les familles se retrouvant alors sans travail, ni logement.

Pour pousser le Congrès des États-Unis à adopter la loi de partition en 1974, un scénario de guerre hopi-navajo a été monté, alors qu'aucun Hopi ne vivait sur cette aire. Or depuis une centaine d'années, les relations entre les Navajo et leurs voisins hopi s'étaient normalisées à travers échanges commerciaux et mariages mixtes (concrétisés par la création du "clan du tabac"). Le Conseil tribal hopi voulait en réalité obtenir un contrôle exclusif des ressources minières qui étaient situées sur la zone d'autorité partagée avec le Conseil tribal navajo.

Actuellement, 250 familles dîneh de Big Mountain ont décidé de ne pas se soumettre à cette loi de purification ethnique et sont restées dans leur ferme. Elles ont choisi la non-violence et la désobéissance civile. Ainsi, elles refusent non seulement de quitter leurs lieux de vie mais aussi de livrer leur bétail au BIA et enfreignent l'interdiction de réparer les bâtiments. Elles sont

soutenues par une bonne partie des Hopi traditionalistes, par l'*American Indian Movement* (AIM) et par des médecins lakota qui mènent chaque année de grandes cérémonies à Big Mountain. Elles se sont organisées dans un comité de défense qui rayonne désormais sur l'ensemble de Black Mesa, ralliant les victimes de l'exploitation charbonnière.

Fabrice Mignot

"Bienvenue, rejoignez-nous dans le hogan", juillet 92.



© Barbara Timm

sources :

- Emily Benedek, "The Wind won't know me", 1992, New York, éd. Alfred A. Knopf.
- Ward Churchill, "Struggle for the land", 1993, Monroe, éd. Common Courage Press.
- Nancy Bonvillain, "The Hopi", 1994, New York, éd. Chelsea House.
- David F. Aberle, "The Navajo-Hopi Land Dispute and Navajo Relocation", in "Anthropological Approaches to Resettlement", Boulder, éd. Westview Press.
- Fran Barnes, "Canyon Country : Geology", 1993 (7^e éd.), Salt Lake City, éd. Wasatch.
- Raymond Friday Locke, "The book of the Navajo", 1992 (5^e éd.), Los Angeles, éd. Mankind.

- 1.- En dehors de la période de la révolution indienne de 1680-1692 où Pueblos et Navajo chassèrent les Espagnols d'Atlán.
- 2.- Les hommes navajo sont baptisés et systématiquement exécutés ; les femmes et les enfants sont baptisés puis vendus comme esclaves.
- 3.- Keam, marié à une Dîneh, devra fuir le racisme régnant au Nouveau-Mexique pour s'installer chez les Hopi, où un village porte son nom actuellement.
- 4.- Le carrefour des frontières de l'Utah, du Colorado, du Nouveau Mexique et de l'Arizona.
- 5.- Après la création de facto du Conseil tribal navajo par le BIA en 1923 devant faciliter l'exploitation du pétrole par la *Standard oil company*, l'*Indian Reorganization act* de 1934 promet une assistance économique massive à toute tribu qui accepte de réorganiser son mode de gouvernement traditionnel suivant le système électoral euro-américain. (relire *Nitassinan* n°3, épuisé)
- 6.- Conseillés par le mormon John Boyden, le Conseil tribal hopi décide en 1951 d'un nouveau développement économique de la réserve et commence à revendiquer des terres au Conseil tribal navajo (qui avait été, sans doute à des fins de dissension, largement favorisé, par le BIA). En 1963, le gouvernement fédéral alloue à l'usage exclusif des Hopi une partie de la réserve de 1882, le district n°6, la partie restante demeurant "zone d'utilisation commune" (joint use area).

Big Mountain, symbole de la dignité indienne

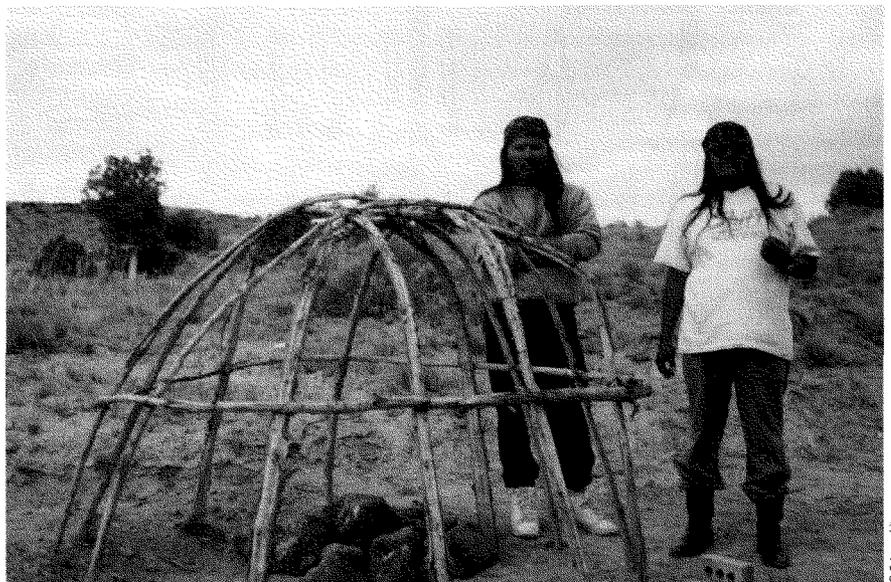
Nitassinan s'est entretenu en juillet 1995 avec deux "danseurs du soleil" (sun dancers) dineh de Black Mesa, où se trouve Big Mountain. L'un d'entre eux, John Bennally, qui habite à Big Mountain, est l'un des principaux animateurs du Comité de défense des résidents de Black Mesa et l'organisateur de la cérémonie de la danse du soleil, menée par le leader spirituel lakota Joe Chasing Horse, descendant de Crazy Horse. L'autre, Richard Manson, est un artiste peintre-sculpteur-tisserand. Ils nous exposent ici le contexte de la lutte des résidents de Black Mesa et nous confient leurs expériences personnelles.

Nitassinan - Parlez-nous du peuple dineh.

John Bennally - Les Dineh sont installés dans l'aire de Four Corners dans le sud-ouest des États-Unis. On dit que les Dineh ont émergé du monde souterrain ; ils viennent des premier, deuxième, troisième et quatrième mondes. On dit aussi qu'ils appartiennent à la montagne sacrée que le Créateur a choisi pour ce peuple. Il leur a donné des frontières dans les quatre directions de cette montagne sacrée. Ils sont venus ici à côté de leurs voisins pueblo. Mais ils sont venus ultérieurement. On dit qu'ils sont les gardiens de cette terre.

N. - Quelles sont les principales différences entre votre culture et la culture occidentale ?

J. B. - La culture occidentale fonctionne avec une horloge. Il faut avoir un métier, de l'argent et travailler tout le temps. Il faut aller dans des magasins pour acheter du pain. Ce mode de vie utilise toutes les ressources naturelles comme l'uranium, le charbon, l'eau... L'Homme blanc croit en l'argent. Il n'a plus de spiritualité, il ne pense qu'à l'argent. Les compagnies minières empoisonnent l'eau, la santé des gens, le bétail, elles détruisent nos herbes médicinales et les arbres qui sont notre énergie. Aujourd'hui, nous, résidents de Black Mesa, nous n'avons, pour la majorité, pas d'électricité, ni l'eau courante. Les Occidentaux vendent beaucoup de viande aux hormones qui n'est pas bonne pour notre santé, ainsi que des boissons gazeuses sucrées et autres saletés. Ils ne respectent pas la nature, ni les gens. Produire est leur mot-clé. Ils mettent les enfants indiens dans leurs écoles pour leur faire subir un lavage



Richard Manson et John Bennally devant la sweat-lodge familiale, juillet 95.

de cerveau. Ils leur disent : « nous allons vous donner un bon métier ».

Quand les Blancs sont arrivés en Amérique, les Indiens les ont bien accueillis et leur ont appris à cultiver le maïs et à survivre ici. Ce furent d'abord les Espagnols, avec Coronado pour conquérir le sud-ouest des États-Unis. Ils ont tué des gens pour de l'or. Après eux, les compagnies ont voulu le pétrole. Aujourd'hui, avec l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain entre le Canada, les États-Unis et le Mexique) ils veulent prendre des terres aux Indiens, sans souci écologique.

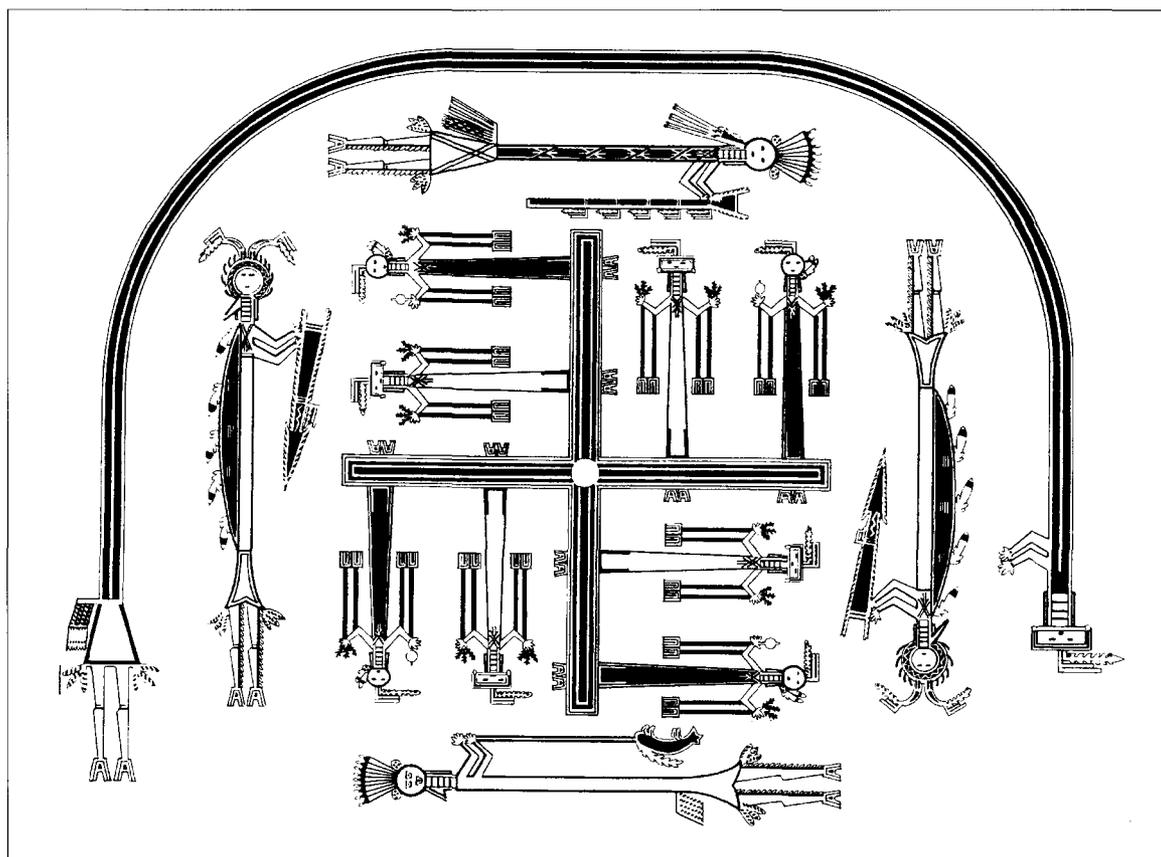
Ils veulent nous faire payer des taxes. Comme nous ne pouvons pas les payer, nous craignons que le gouvernement ne fasse partir les Indiens. L'homme blanc a la langue fourchue. C'est toujours « peut-être », nous n'avons jamais de garanties.

Nos valeurs sont différentes. Nous vivons avec la Nature. Nos ancêtres nous ont appris à respecter les arbres, la sauge, les collines, les plantes, les rochers. Avec notre

religion, nous respectons le Soleil, nous lui faisons des offrandes, nous dansons pour lui. Nous faisons des offrandes à la Terre qui nous donne la vie. Nous respectons le feu et toutes les formes vivantes dans les quatre directions. Ainsi, les être humains qui viendront au cours des sept générations suivantes apprécieront le monde que nous leur laisserons, alors que l'homme blanc pollue l'eau, la terre et les gens.

Ils utilisent l'uranium mais ils ne savent pas où mettre les déchets. Ils veulent les mettre dans des réserves indiennes au Nevada et au Nouveau-Mexique, chez les Apaches Mescalero (1). Cet uranium pourrait s'infiltrer dans l'eau et contaminer toute la région. Ils ont mis tellement de barrages sur la rivière Colorado que les Indiens du Mexique n'ont plus l'eau qu'ils avaient avant. En Californie, ils utilisent beaucoup de pesticides qui contaminent l'eau.

N. - Pourquoi n'aimez-vous pas les villes américaines ?



Richard Manson - J'ai peur dans la ville. Les choses vont trop vite. On y croise plein de gens qu'on ne connaît pas. On ne sait pas qui sont nos voisins. J'ai habité à Phoenix, c'est un monde trop différent. Tout le monde y est perdu. Là-bas j'ai dû aller à l'école de la Mission. Je m'y sentais comme un prisonnier. On m'y a coupé les cheveux. On marchait au sifflet. Si quelqu'un sortait des rangs, tout le monde était puni. Ce n'était pas drôle. Quand on nous posait une question, on ne pouvait pas faire d'erreur, sinon on était mis à l'index par le maître et frappés à la baguette. J'avais toujours peur d'aller à l'école.

J'ai été ensuite étudiant dans l'Utah. Avant de finir l'école, j'ai cherché du travail mais je n'en ai pas trouvé. J'étais frustré. Au lieu de travail, j'ai trouvé un facture de 1.500 \$ à payer. Je ne comprenais pas ce qui se passait. Était-ce un mauvais jeu ? J'ai alors quitté l'école et je suis rentré à la réserve. Mais ma famille avait été déplacée. Alors je suis allé à Phoenix où j'ai trouvé un travail de soudeur. Mais j'étais malheureux dans cette ville.

N. - Et maintenant, la réserve à nouveau ?

R. M. - La réserve a bien changé depuis mon adolescence. Les jeunes regardent trop la télévision. Quand j'étais adolescent, on

fabriquait des arcs, on faisait des choses créatives. Je crois que les gens devraient se réveiller. J'avais un cheval. Maintenant, depuis que ma famille a été déplacée, j'ai juste un acre de terrain pour bouger. Je ne peux pas faire de cheval avec ces clôtures.

N. - Quelles sont les principales activités des habitants de la réserve ?

R. M. - Certains vont travailler en dehors de la réserve, pour les chemins de fer par exemple, dans les villes, et ils rentrent le week-end. Quand je travaillais à Phoenix, je rentrais ici le week-end ; je devais rouler pendant quatre heures et demi. D'autres gens travaillent ici dans les écoles ou comme chauffeurs de bus. Moi, je fais des peintures ; ma mère fait des tapis. D'autres ont des troupeaux de vaches, de moutons et de chevaux. Je ne peux pas avoir d'animaux sur cet acre où ils nous ont relogés. Le seul animal que j'ai est un chien !

Avant, tous les gens de ce village de déplacés avaient de grands champs de maïs de l'autre côté de la frontière (NDLR : entre réserve hopi et réserve navajo). Je me rappelle les images de ma famille pendant la moisson dans les champs de maïs quand j'étais petit. Nous n'avions pas de camion, seulement une charrette. On ne s'inquiétait pas pour l'essence. C'était le bon temps. Maintenant tout cela est fini.

N. - Que signifie cette frontière ? Que pensez-vous du système politique qui vous régit ?

J. B. - Un décret présidentiel de 1882 a créé la frontière sous la forme d'un rectangle où les « autres Indiens » pouvaient vivre avec la tribu Hopi. Il y avait un usage commun. Mais en 1974, ils ont divisé ce rectangle. Ils ont cherché où était le charbon et ils ont tracé la nouvelle frontière pour le bénéfice de la compagnie minière.

Nous ne sommes pas d'accord avec ce système politique car les Indiens ont leur propre système. Nous avons maintenant un conseil tribal hopi et un conseil tribal navajo. Beaucoup de Dineh n'ont pas été consultés à ce sujet, on le leur a imposé. Nombre d'entre nous ne votent pas. Je ne vote pas car cela crée des frictions entre les deux partis, le Parti Démocrate et le Parti Républicain, comme aux États-Unis. Ils refusent de travailler ensemble depuis quarante ans.

Dans l'aire des Four Corners, nous avons cinq centrales électriques. Les États-Unis comptent beaucoup sur elles et installent partout des lignes à haute tension. Ils regardent vers Black Mesa où ils savent qu'il y a plein de charbon. Il y a une faille de charbon qui passe sous Big Mountain.

Il y a aussi une lutte importante du côté hopi car la voix des Anciens n'est pas écoutée. En février 1994, il y a eu des élections

tribales hopi avec beaucoup d'abstentions. Alors le Conseil tribal hopi a abaissé l'âge du vote à 18 ans pour pouvoir utiliser et manipuler les jeunes.

Ici, à Black Mesa, nous n'avons aucune retombée financière de ces projets. L'ancien chef du Conseil tribal navajo, Peter Mac Donald, a été condamné pour corruption. C'est le système de Washington. Nous voulons notre propre système politique.

N. - Y a-t-il un conflit entre les Hopi et les Navajo, ainsi que le rapportent certains médias ?

J. B. - Au niveau des traditionalistes, il n'y a pas de conflit. J'ai de nombreux amis hopi que je rencontre régulièrement. Ce sont les deux Conseils tribaux qui se battent pour les ressources naturelles et le gouvernement fédéral soutient le Conseil tribal hopi, car ce dernier n'est qu'un nom pour une entreprise ; il ne représente pas les Hopi.

N. - Pourquoi le processus minier est-il irréversible ?

J. B. - Une fois qu'on a exploité une mine à ciel ouvert jusqu'à 400 pieds de profondeur, on ne peut plus rien cultiver. Ils recouvrent le sol de quatre pieds de terre seulement. Nous avons rencontré la compagnie minière *Peabody* et nous avons demandé à retrouver toutes les plantes qui poussaient ici avant. Nous avons besoin de ces plantes pour la médecine, la vannerie, le tissage. Nous avons besoin des arbres pour construire nos maisons (hogans), nos lieux de culte (ceremonial hogans).

Nous utilisons une eau très pure, mais ils la prennent pour acheminer le charbon par pipeline dans le Nevada. Alors notre pays subit la sécheresse, le printemps n'est plus le même. Ils nous disent que cela n'a rien à voir, mais ils pompent des millions de litres d'eau chaque jour ! En plus, ils la contaminent : 80 moutons sont morts empoisonnés. C'est notre vie traditionnelle qui est menacée. La plupart des gens qui vivent à Black Mesa ne savent pas faire autre chose que d'élever du bétail, ils n'ont pas d'éducation scolaire. Ils ne veulent pas que leur pays si joli soit détruit par la mine. Le président des États-Unis parle de droits de l'homme mais où sont-ils pour les Indiens ?

N. - Que font les Conseils tribaux de l'argent qu'ils obtiennent de l'exploitation minière par les compagnies ?

J. B. - Je pense qu'ils se le mettent dans leur

poche, parce qu'avec beaucoup d'argent on peut manipuler les gens et faire des lavages de cerveau. L'argent va dans leur administration, il n'arrive jamais à la base, dans les communautés. Nous n'avons que des pistes en terre ici !

N. - Comment s'est déroulé le déplacement forcé ?

R. M. - En 1974, j'avais 14 ans. Tout est arrivé très vite. On nous a obligés à nous déplacer. J'étais au collège dans l'Utah. Toute la famille a été déplacée de l'autre côté de la frontière. Ensuite, ma femme, Apache mescalero, m'a abandonné avec nos cinq enfants, car on ne pouvait pas élever de bétail ici. Elle venait d'une famille qui avait des vaches, des chevaux, des moutons.

Tous les gens de mon village sont des déplacés. Il y a maintenant des problèmes entre eux car tout le monde essaie d'avoir un permis pour élever des moutons. Il y a deux ans, il y a eu une grande tension car seule une famille a eu droit à un permis d'élevage. Je ne pourrai jamais avoir un permis car ils ne nous ont donné qu'un acre de terrain. C'est le Bureau des Affaires Indiennes, BIA (NDLR : instance dépendant du ministère de l'Intérieur fédéral) qui délivre les permis. Avant cela, je ne m'intéressais pas à la politique, mais j'ai dû l'apprendre car tout le monde ici est désorienté. Je ne comprends pas ce que veut le gouvernement. Est-ce un jeu ?

N. - Quelle a été la résistance au déplacement ?

J. B. - En 1979, le gouvernement fédéral, c'est-à-dire le BIA, a commencé à construire une clôture sur la ligne de séparation nouvelle entre Hopi et Navajo. Ils voulaient

Le plateau de Black Mesa, juillet 95.



© Fabrice Mignot

rejeter les Navajo de l'autre côté de cette barrière. Les gens devaient réellement se battre pour eux-mêmes. Au début, il n'y avait pas d'espoir : « Vous devez vous déplacer, vous n'avez pas le choix ».

Ensuite, beaucoup de gens de Big Mountain se sont retrouvés en prison parce qu'ils refusaient d'appliquer les restrictions imposées sur le nombre de têtes de bétail. Nous avons fait beaucoup de manifestations. Au début, personne ne voulait nous écouter. Même le Conseil tribal navajo n'était pas de notre côté. Tout ce qu'il disait était : « Vous devez appliquer la loi ». Mais nous savons que les hommes politiques avaient fait voter cette loi au profit des compagnies minières. Les gens de Big Mountain se sont soutenus les uns les autres pour rester ici. Nous sommes en train de faire une grande enquête en ce moment. Mais c'est très dur. Nous souffrons beaucoup dans cet endroit, mais nous voulons garder la terre et la beauté de la nature telles qu'elles sont. C'est pourquoi nous luttons. Nous voudrions de l'eau claire, de l'air bon à respirer, de beaux endroits pour habiter. C'est déjà ce que nous avons et nous voulons le protéger. C'est assez difficile de résister, mais les gens ne veulent pas se soumettre au gouvernement des États-Unis, car ils savent qu'il a trompé les Indiens pendant des siècles.

N. - Combien de gens restent encore à Big Mountain en violation de la loi de 1974 ?

J. B. - On peut dénombrer 250 familles. Si on compte aussi les enfants, les petits-enfants, etc., le nombre de résistants augmente. Pour l'instant, ils ne comptent que les plus âgés, ils n'incluent pas les jeunes. Je suis sûr que nous sommes plus d'un millier car j'ai fait moi-même la tournée des foyers.



Eros Carol/KOLA

"Fierté navajo", par Fernando Eros Caro, prisonnier yaqui dans les couloirs de la mort à San Quentin, Californie (voir *Nitassinan* n° 39)

N.- Quelle est votre attitude à l'égard des personnes déplacées ?

J. B. - Nous aimerions que les personnes déplacées reviennent. Ils les ont arrachées à leur pays et leur ont pris leur terre, mais personne ne l'utilise maintenant, ni même ne l'occupe. De nombreux jeunes n'ont jamais été informés de ce processus avant que tout ne soit mis en place et maintenant beaucoup d'entre eux veulent revenir à leur mode de vie originel. Les jeunes ont été arrachés à leur pays et n'ont pas été consultés. Jamais aucune étude d'impact n'a été faite sur ces déplacements forcés. Le gouvernement a utilisé plusieurs tactiques pour faire partir les gens. Nous souhaitons que les personnes dépla-

cées reviennent sur leurs lieux d'origine, car ce sont les seules personnes qui sauront comment en prendre soin. On nous a dit : « Cette terre n'appartient à personne. » L'Indien dit à l'homme blanc : « Je ne possède pas cette terre, je vis dessus, elle appartient au Créateur, ce n'est pas la mienne ». Ils ont créé les Conseils tribaux navajo et hopi pour faire ces choses-là selon les soi-disant "voies légales". Avant ces Conseils, cette terre n'avait pas de propriétaire.

N.- Est-ce que les danses du soleil constituent une forme de soutien à la lutte des résidents de Big Mountain ?

J. B. - Oui, les *danses du soleil* nous aident de plusieurs façons. Elles ont un caractère éducatif. Nous faisons des *danses du soleil* ici car les Lakota soutiennent notre lutte avec leurs cérémonies (2). La *danse du soleil* exprime l'unité spirituelle de toutes les personnes qui vivent sur la Terre, de toutes les couleurs et des quatre directions : Jaune, Noir, Blanc et Rouge. Nous recherchons l'unité spirituelle : un esprit, un cœur. La *danse du soleil* nous aide à vivre ici, elle nous aide à nous rappeler nos ancêtres. Il y a eu des guerres ici pendant cinq-cent ans. Nous pensons à Geronimo, à Crazy Horse, à Manuelito et à tous les anciens chefs qui ont essayé de protéger cette terre. Cette conviction qui remonte aussi loin que les sept générations qui nous précèdent, s'exprime toujours dans les cérémonies actuelles. Celles-ci nous aident à nous souvenir de notre peuple, de notre culture, de notre langue, de notre mode de vie. Elles nous aident à

rassembler des gens de toutes les couleurs.

N. - Quels sont vos souhaits ?

J. B. - Je veux vivre libre ici. Je ne veux pas de l'autorité du gouvernement. Je veux les droits aborigènes et la liberté. Je veux vivre selon le mode indien. J'ai pris ma décision. Je vais rester à Big Mountain, car je ne veux pas être un "sans domicile fixe" autour d'une ville.

N. - Quel type de soutien attendez-vous des Français ?

J. B. - Nous vous demandons d'écrire au Congrès et au Président des États-Unis et de leur dire de rendre aux Indiens américains leurs droits originaux, et tout de suite ! Nous avons besoin d'un fort soutien, car tout est en train d'être détruit, pas seulement ici, mais dans le monde entier. Nous avons besoin de votre soutien pour rester dans notre pays, pour préserver notre culture, notre mode de vie, notre langue, notre religion. Nous voulons la liberté !

Entretien et traduction : Fabrice Mignot

Contact : Black Mesa area residents
P.O. Box 733 - Hotevilla - AZ 86030

1. Voir *Nitassinan* n° 42

2. La *danse du soleil* n'est pas une cérémonie navajo ; les rites et les croyances des Diné se rapprochent plutôt de ceux des Hopi et des Zuñi. Ainsi, les Diné ont plusieurs divinités et la mort est un tabou important, car elle mène à un monde obscur, mais le rêve, par exemple est, comme chez les Lakota, une expérience fondamentale.

Appel urgent

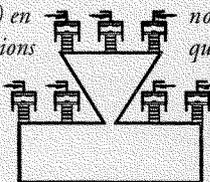
Le gouvernement U.S. a lancé un ultimatum aux personnes résidant sur les terres hopi, les enjoignant de signer avant le 31 décembre 1996 un accord de compromis. Tous les Diné de Big Mountain qui ne se soumettraient pas à cette injonction seraient considérés comme "intrus" et menacés d'expulsion. La répression a commencé le 23 mai dernier quand une rencontre annuelle, à Big Mountain, a été perturbée par des agents de la police tribale hopi et des forces spéciales en tenue de combat. Les autorités tribales hopi ont même menacé d'empêcher la tenue des *danses du soleil* prévues cet été.

Les résistants de Big Mountain ont demandé aux autres nations amérindiennes de venir sur leur territoire afin de garantir la tenue de ces cérémonies. Ils lancent également un appel à la solidarité internationale.

"DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE"

Le 28 octobre 1979, une commission de soixante quatre Anciens de la nation diné, présidée par Roberta Blackgoat, a signé une "déclaration d'indépendance" à Big Mountain. En voici un extrait :

"Le gouvernement des États-Unis et le Conseil tribal navajodiné ont violé les lois sacrées du peuple diné (...) en créant, en notre sein, des divisions basées sur des sujets tels que la politique, l'éducation euro-américaine, la modernisation et le christianisme. (...) Nos lieux saints ont été détruits. En exploitant le charbon, l'uranium, le pétrole, le



gaz naturel et l'hélium, on viole la Terre, Notre Mère. (...) Nous parlons au nom des êtres ailés, des êtres à quatre pattes, des générations passées et futures. Nous ne cherchons pas à changer de moyens de subsistance car seule cette existence naturelle, qui est notre loi sacrée, nous permet de survivre."

Signée par Roberta Blackgoat, Présidente,
et soixante-quatre membres du Conseil des Anciens.

In Le Livre des Anciens, de Sandy Johnson (Albin Michel, collection "Terre Indienne")

Un ordre bouleversé

Le Juge Harry Mac Cue a demandé au Comité des résidents de Black Mesa de lui fournir une carte des sites sacrés navajo pour estimer les dommages causés par l'exploitation minière et les déplacements de population. La réponse des Dineh illustre parfaitement la méconnaissance totale de leur identité par les autorités. Détruire le sol, c'est détruire le peuple navajo. Or, l'armée n'a pas hésité à pratiquer des épandages massifs de gas-oil pour brûler le bush et à arracher des quantités d'arbres au bulldozer pour faire fuir les résidents. Aujourd'hui, la mine à ciel ouvert est en train de dévaster tout le plateau de Black Mesa, sans espoir de retour à la situation antérieure. Aucun tribunal ne pourra jamais indemniser le déséquilibre psycho-social infligé aux Dineh.

Comme les Aborigènes d'Australie, les Dineh traditionalistes estiment que l'environnement est magique : il est source de vie et permet la circulation des forces spirituelles. L'individu ne trouve son équilibre qu'en se repérant à des éléments naturels proches, qui fondent l'histoire de son peuple et assurent sa protection. Ainsi, quand l'État a déplacé de force des milliers de Dineh de Black Mesa vers les ghettos urbains, cela équivalait à les placer dans le néant par une perte de protection et d'équilibre. On comprend mieux dès lors le phénomène de la clochardisation massive, notamment d'Anciens, qui étaient sur leurs terres des personnes puissantes et vénérées. Dans le communiqué suivant, les résidents de Black Mesa expliquent la signification de leur combat contre l'exploitation minière : « Nous ne pouvons fournir aucune carte de nos sites sacrés parce que toute la terre est sacrée. Chaque centimètre de notre territoire est sacré. De nombreuses espèces d'herbes et de plantes médicinales sont cueillies par les hommes-médecine sur Black Mesa, et non pas seulement dans la zone résidentielle.

Femme et enfant dineh à Four Corners © Barbara Timm



Une fois que la médecine a été utilisée, elle est rendue et offerte à la Terre. Elle a un rapport sacré avec la Terre et peut lui être offerte sous de jeunes arbres. Elle peut également être offerte à l'eau là où il y a des prairies inondées, des sources, des rochers sacrés. L'écho dans les rochers est sacré. Nos offrandes sont faites aux chutes d'eau et dans les falaises des canyons.

L'air est sacré. Nous en avons besoin. Le Créateur nous l'a donné pur. Aujourd'hui il est pollué par les produits chimiques : la poussière de charbon recouvre entièrement Black Mesa. C'est visible même en hiver. Nous voulons que notre air redevienne sain.

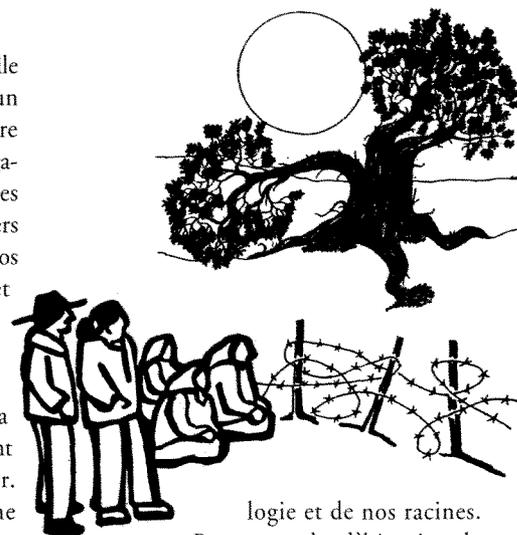
Tout est sacré. Même les tornades et toutes les formations rocheuses de Black Mesa. Le placenta est offert au jeune genévrier ou à la maison, ainsi la personne est en connexion avec la Terre. Nos berceaux sont offerts sous un rocher, sous la saillie d'une falaise.

Nous suivons les traces du coyote

Nous célébrons des cérémonies quand l'éclair frappe l'arbre (1), ou toutes sortes de choses, un arroyo, le sommet d'une colline. Toutes les terres et toutes les eaux sont sacrées. Nous faisons cela depuis des générations. Et c'est pourquoi notre terre sacrée ne doit pas être dérangée. C'est ainsi qu'elle doit être traitée. Cela fait partie des légendes transmises par nos ancêtres, par nos parents et grands-parents.

Nous faisons des offrandes à la queue du renard et nous l'utilisons (2). Nous utilisons chaque plante, chaque arbre et toutes les sources naturelles. Là où le vent trace sa route, dans les vallées, là vit toute chose sur Black Mesa. Pour comprendre cela il faut être un Dineh traditionnel. Nous suivons les traces du Coyote (3).

Si nous étions déplacés ailleurs, nous briserions nos liens traditionnels avec les zones spirituelles. Nous parlons de notre mythologie et de nos racines.



Par exemple, l'histoire de notre émergence raconte pourquoi nous disons être issus de la Terre. Aussi nous n'admettons pas la profanation de nos terres sacrées. La totalité de Black Mesa est un site sacré qui possède des lieux où sont toujours célébrées des cérémonies. Il existe de nombreux sites sacrés, non seulement ici à Big Mountain mais partout sur Black Mesa. Chaque montagne et chaque colline possède des sites sacrés et des sources.

Notre eau est sacrée. Les hommes-médecine navajo savent parler à l'eau. Les tempêtes sont sacrées, les vents, le feu, l'air et les saisons sont sacrés pour nous. Même le charbon et tous les minéraux sont sacrés. Nous voulons conserver cela dans son ordre naturel. Et cela signifie : PAS de mines. Nous ne pouvons tolérer le viol de notre Mère la Terre.

Les gens possèdent des bourses des montagnes sacrées pour le bétail et la terre (4). C'est notre mode de vie traditionnel. Nous avons besoin de notre bétail : ânes, chèvres, chevaux, boeufs, mules, moutons, etc. Il est notre moyen d'existence. De lui dépendent notre nourriture, notre commerce, notre abri, nos couvertures. Parfois nous faisons don d'un mouton pour les cérémonies. Et c'est grâce aux cérémonies que nous pouvons entretenir notre bétail.



Le Créateur nous a bénis avec lui. Nos frontières aborigènes sont les quatre Montagnes Sacrées qui représentent les montants de deux portes. Et de ces Montagnes Sacrées, Montagne mâle et Montagne femelle, nous faisons des bourses de terre qui demeurent à l'intérieur des familles de génération en génération.

Avec les Hopis, nos voisins, nous échangeons certaines bourses de terre médecine qui représentent l'évolution traditionnelle dineh et hopi. Les pouvoirs entrelacés de la terre et du bétail existent. Nous vivons selon les lois du Créateur, non selon les lois humaines.

Les voies sacrées

Notre prophétie nous dit de continuer à vivre selon le mode de vie traditionnel afin de conserver l'équilibre de la Terre. Nos cérémonies sont en train de disparaître, et comme nous perdons notre connexion, les forces de la nature se manifestent. C'est pourquoi il y a tant de désastres naturels.

Il nous a été dit que des épreuves arrivaient, que nous devrions faire face à des conflits entre les conceptions indienne et occidentale de la vie. Il nous a été dit que cela arriverait en même temps que l'exploitation minière, la pollution et la contamination par les produits toxiques.

Si nous nous éloignons de nos voies sacrées, nous n'existerons plus. Le christianisme ne

fut pas bon pour nous. Nous exerçons toujours nos pratiques médicinales et le peuple a toujours des cérémonies et des coutumes. Nous parlons toujours notre langue. Ce sont nos voies sacrées. Nous ne pouvons ni détruire ni maltraiter la Terre, l'exploiter et en tirer avantage, aspirer l'eau du sol et la polluer. Nos voies sacrées doivent être respectées. »

Le Comité des résidents de Black Mesa

Traduction : Henri Manguy

présentation : Fabrice Mignot

1. La foudre est un tabou. Quand une maison est touchée par la foudre, il faudrait, selon la tradition, la reconstruire à un autre endroit. Or la loi de 1974 interdit à la fois l'édification de nouvelles maisons et les réparations des bâtiments.

2. Dans les cérémonies, les danseurs dineh, comme chez les Hopi et les Zuñi, s'accrochent dans le bas du dos des peaux de renard, en raison d'événements mythiques où le renard intervient. Les guérisseurs dineh utilisent souvent des éléments liés aux mythes, comme aussi la peau de loutre.

3. Divinité navajo.

4. Bourse médecine constituée de divers objets sacrés parmi lesquels des échantillons provenant du sol des Montagnes Sacrées.

Négociations dans l'impasse

En raison du refus de certains Navajo de quitter leurs terres de plein gré, un processus de médiation avait été engagé entre les différents protagonistes. Nitassinan vous présente ici le point de vue du Comité des résidents de Black Mesa sur le contexte dans lequel s'est déroulé ce processus.

En ce jour du 25 mars 1994, nous nous retirons officiellement du processus de médiation pour les raisons suivantes : tout au long du processus, nous avons subi un harcèlement continu de la part du Bureau des Affaires Indiennes et du Bureau de l'Aménagement du Territoire, et nous avons reçu des visites quotidiennes de la police tribale hopi essayant de nous provoquer.

Nous avons participé aux rencontres de médiation. Comme signe de notre bonne foi, nous avons rempli les 10 exigences requises. En retour, on nous a donné un accord de principe (bail de 75 ans) que nous avons rejeté le 5 août 1993 car il n'était pas bon pour notre peuple. Nos demandes concernant nos coutumes et notre religion n'ont jamais été entendues. Nos droits civiques ont été violés.

Alors que nous participions à ces rencontres, on a continué de nous interdire de réparer nos maisons, à saisir notre bétail,

notre bois et nos outils de coupe.

Nous sommes confrontés à une crise de l'eau. Nos droits aborigènes nous autorisent à nous rendre aux endroits où nos bêtes peuvent trouver de l'eau, cela signifie que nous devons pouvoir déplacer nos camps d'été et d'hiver. Tel est notre mode de vie traditionnel. Nous devons pouvoir creuser des puits. Nous devons pouvoir capter de l'eau, construire des levées de terre et des



gabions (1). Nous devons pouvoir réparer nos maisons et construire de nouveaux bâtiments selon nos besoins. Nous sommes maltraités, harcelés et subissons le racisme ambiant. Nous voulons que nos droits civiques et humains soient respectés.

Nous ne sommes pas partie prenante du projet et des cartes que le Président Zah (2) a "pondus" le 5 août 1993. On ne nous a jamais avisés du moindre détail de ce projet. Nous ne pouvons dresser la carte de nos sites sacrés ni délimiter nos frontières parce que nous aimons la Terre et la tenons toute entière pour sacrée. Nous croyons en une Terre sans frontières. Nous resterons ici sur nos terres pour préserver la beauté et l'ordre naturel sur tout Black Mesa.

Nous sommes assujettis à une limitation drastique du bétail. Le droit de mettre en vente notre bétail coûtait avant \$100 et coûte à présent \$1000. La Commission sur la délimitation des territoires navajo et hopi

prétend qu'il n'y a pas d'argent pour nous aider. On nous punit pour n'avoir pas accepté l'accord de principe (bail de 75 ans) et pour avoir voté contre le 5 août 1993 par 250 voix contre une.

Le *Navajo Times* du 24 mars 1994 constate que « la récente discussion concernant les saisies de bétail sur les territoires hopi partages rappelle que la dispute concernant les terres navajo-hopi n'est pas encore résolue. (...) Le Bureau de la Commission des terres navajo-hopi n'ayant plus d'argent pour racheter les animaux saisis, ce sont les familles navajo qui doivent en supporter le coût. ». Le *Gallup Independent* du 25 mars 1994 souligne: « Il s'agissait du premier incident depuis que le président navajo Peterson Zah s'était plaint la semaine der-



nière que le BIA avait augmenté les saisies et les taxes dans un effort visant à contraindre les familles résistant au relogement d'accepter les clauses du bail hopi. »

Dans une lettre du 14 mars 1994 au vice-ministre de l'Intérieur A. Deer, le président Zah accusait le gouvernement U.S. d'essayer de « faire monter la pression » sur les résistants au déplacement. Lors d'une altercation, le véhicule d'un résident, garé dans un parking en plein air, a été embouti sur le côté par la remorque de saisie du bétail. Ce harcèlement et ces menaces qui pèsent sur notre bétail, dont nous sommes dépendants pour notre survie, surtout en hiver, est inacceptable et constitue une violation des droits de l'homme.

Si nos demandes ne sont pas examinées, nous démolirons la clôture (3), reconstruirons nous-mêmes nos hogans et nous retirerons de la médiation jusqu'à ce que nous soyons entendus.

Pour une justice humaine,

Black Mesa area residents
PO Box 733, Hotevilla, AZ 86030

Traduction : Henri Manguy

1. Cylindres de clayonnage, de branchages tressés, et remplis de terre, utilisés pour construire des barrages ou des digues.
2. Ex-Président du Conseil tribal navajo.
3. Clôture de barbelés érigée le long de la frontière navajo-hopi.

Les inspecteurs fantômes

Le comité des résidents de Black Mesa et l'Alliance dineh-hopi viennent de remporter une importante victoire judiciaire en obtenant l'annulation du permis d'exploitation de la mise de kayenta, ouverte en 1973. Par une décision du 11 mars 1996, le juge fédéral de district, Ramon Child, a considéré que les terres utilisées par les habitants de Black Mesa étaient la propriété privée de ceux-ci, et non celle des conseils tribaux. En conséquence, déportations à fondement ethnique et interdiction de construction et de réparation des bâtiments ne sont plus légales. Cependant, la compagnie Peabody poursuit son exploitation et semble toujours bénéficier d'appuis haut placés au sein du service fédéral d'inspection des mines.

Nous vivons à proximité du complexe minier de la *Peabody* de Black Mesa/Kayenta, en Arizona, sur la réserve navajo. L'exploitation de ce complexe minier affecte la sécurité, la santé, et le bien-être de nos familles et de nos animaux.

Les inspecteurs de l'Office des exploitations minières à ciel ouvert (OSM) ont constaté que *Peabody* faisait fonctionner des installations construites illégalement : le pipeline à charbon, la ligne de chemin de fer et la route. Des membres de notre peuple vivent à l'intérieur de la concession de *Peabody*. Nous subissons des dommages dus aux explosions, des harcèlements de la part des responsables de la mine, et l'air est pollué. La contamination touche les résidents, notre bétail, nos terres, notre végétation et nos sources. Nous subissons des nuisances environnementales de grande ampleur et nous pouvons attester de l'assèchement des eaux de surface et de la fermeture des sources. Nous sommes obligés de faire venir notre eau par camions et de vivre sans eau courante car *Peabody* pompe des milliards de litres d'eau du sol pour le transport du charbon par pipeline. Selon les données du gouvernement américain, dans quelques années même les puits les plus profonds seront à sec. *Peabody* fait cela dans un environnement désertique, utilise le seul pipeline à charbon de la région, et opère sans autorisation pour cette installation.

Le vétérinaire a disparu

M. Hagen, directeur de l'OSM, n'a pas autorisé les inspecteurs à révéler ces violations parce que l'OSM estime que les compagnies minières ont le droit de causer du tort aux gens et de détruire leur propriété si ceux-ci vivent à l'intérieur de la concession.

Nous méritons la même protection que les gens vivant en dehors de la concession. Nous vivions ici avant que la compagnie minière ne s'installe, et nous ne l'avons pas invitée à venir polluer notre air, endommager nos maisons et menacer nos vies par des nuisances écologiques de grande ampleur. Ce refus de faire respecter la loi ne tient aucun compte de nos droits en tant qu'êtres humains, Navajo (Dineh) et citoyens de ce pays. La loi de contrôle sur les exploitations minières de surface (SMCRA) a été votée pour protéger tous les habitants de ce pays, elle ne prévoit pas de loi spéciale autorisant



Peabody à nuire aux Dineh qui vivent dans la concession.

Le 19 janvier 1994, un vétérinaire devait accompagner un employé de l'OSM dans son inspection, et à la dernière minute Bob Hagen a fait annoncer, sans aucune raison apparente, qu'il ne pourrait pas être présent durant l'inspection. Ceci nous a grandement affectés car sa présence était expressément réclamée dans les plaintes déposées à l'OSM par les résidents.

En outre, l'inspection prévue pour le mardi 1^{er} février 1994 a été annulée à la dernière minute par Bob Hagen, sans aucun préavis ni raison apparente.

Il nous semble que ces procédés révèlent un scénario d'obstruction systématique et l'application de règles différentes pour la protection des terres indigènes et des terres non-indigènes.

Les résidents de Black Mesa et l'Alliance dineh hopi
Traduction : Henri Manguy

La dictature charbonnière

Nitassinan s'est entretenu avec Daniel Zapata, Indien xiximeka, venu nous rencontrer à Paris en février 1996. Daniel Zapata représente Peabody Watch-Arizona, une association qui évalue l'impact écologique de la mine de Black Mesa en territoire navajo et hopi. Il vit avec les résidents de Big Mountain. Peabody Watch fait partie d'un réseau international de surveillance des mines à ciel ouvert et entretient des contacts étroits avec les syndicats de mineurs de fond, comme le NUM britannique.

Nitassinan — Qu'est-ce que la Peabody Coal Company ?

Daniel Zapata — *Peabody* est née en 1890 d'une très petite affaire de vente de charbon à bon marché, dans les États de l'Est. Elle est devenue, un siècle plus tard, l'une des plus grandes compagnies charbonnières des États-Unis, pays qui est le deuxième producteur mondial de charbon, après la Chine. Le siège social de *Peabody* est à St Louis, Missouri. Le bureau pour la région occidentale est à Flagstaff, Arizona. Depuis 1990, *Peabody* a dû chercher des financements pour soutenir sa croissance, ainsi la firme Hanson l'a rachetée.

N. — Pourquoi Peabody a-t-elle choisi le site de Black Mesa ?

D. Z. — Lorsque les derniers traités ont été signés au XIX^e siècle, la technologie ne permettait pas de savoir ce qu'il y avait réellement dans le sous-sol de cette zone désertique et isolée, où ils avaient mis les Indiens "sauvages", loin de la "civilisation". Mais en 1907, une étude géologique a révélé que cette zone était très riche en charbon, pétrole, gaz naturel, uranium, etc. Jusqu'à la loi de réorganisation des Indiens (IRA) de 1934, les compagnies ne pouvaient pas exploiter légalement ces richesses. Le gouvernement a ensuite incité les Conseils tribaux à accorder des concessions de prospection aux compagnies qui, comme la *Standard Oil*, faisaient pression sur le Bureau des Affaires Indiennes (BIA), pour mettre en œuvre ces projets. Grâce aux technologies nouvelles de prospection, elles ont repéré un énorme gisement charbonnier sur Black Mesa.

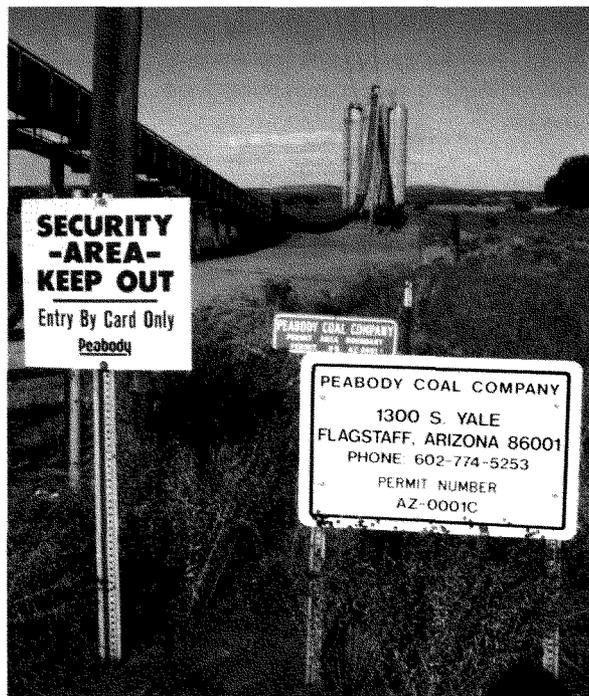
Dans les années 1970, le Président Nixon a lancé le projet "Indépendance", visant à trouver des ressources énergétiques en

dehors des pays de l'OPEP qui imposaient leurs prix. Le gouvernement a prospecté dans les parcs nationaux. Il a notamment repéré des gisements de charbon dans les parcs nationaux de l'Utah, et cherche encore aujourd'hui à les faire exploiter. Mais, à cette époque, les grandes organisations de défense de l'environnement ont bloqué ce programme. Alors, le gouvernement et les agences publiques ont recherché d'autres aires où l'exploitation ne susciterait pas de controverses. Qui sont les moins bien représentés politiquement et économiquement au Congrès des États-Unis ? Les autochtones ! C'est pour cela qu'ils ont regardé vers le Sud-Ouest. Les Conseils tribaux navajo et hopi étaient prêts à négocier des contrats avec le gouvernement et avec les compagnies.

Les compagnies voulaient rapprocher les



usines électriques des mines, pour éviter le transport des matières premières sur des centaines de kilomètres. De plus, en raison



de la souveraineté indienne, les compagnies n'avaient plus à appliquer la loi fédérale de protection de l'environnement (EPA), qui aurait protégé les autochtones de la pollution. Cela signifiait plus d'argent pour les profits des compagnies. Enfin, il n'y avait pas de taxes à payer : taxes fédérales, taxes sur les transports, etc. Les seules taxes à payer sont celles qui sont votées par les Conseils tribaux. Les compagnies n'ont plus besoin d'aller en Indonésie, elles ont sur place les territoires des nations indigènes des États-Unis.

N. — Qu'est-ce qu'une mine à ciel ouvert ? Quelles en sont les conséquences ?

D. Z. — C'est un moyen économique d'extraire du charbon. Historiquement, le charbon était exploité dans des galeries souterraines. Actuellement, il y a une autre tendance, étant donné qu'aux États-Unis, il y a désormais plus de mines à ciel ouvert que de mines souterraines, depuis les cinquante dernières années, à cause des guerres mondiales. Il fallait produire beaucoup plus de charbon pour fabriquer plus d'acier.

À Black Mesa, il n'y a qu'une mine à ciel ouvert car le charbon affleure en surface, et sa qualité est la même que celle du fond. Cela coûte moins cher en équipements et en main-d'œuvre. En outre, il y a beaucoup

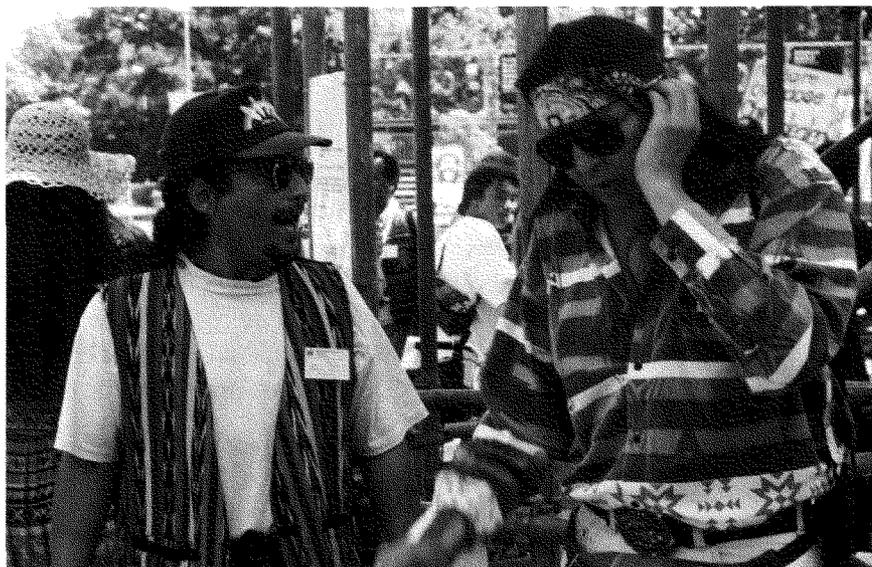
plus de conflits sociaux avec les mineurs de fond.

L'Union Européenne a adopté des directives pour la protection de la bio-diversité, de la flore et de la faune, mais elles sont critiquées par les compagnies minières qui ferment les mines souterraines et qui voudraient exploiter en surface en Europe. Or, les conséquences de l'exploitation à ciel ouvert sont dommageables à l'environnement à cause des flammèches, de la poussière qui provoque une augmentation des cas d'asthme, notamment chez les enfants. La fréquentation des hôpitaux est étroitement liée au taux d'activité des mines. Les sites sacrés et historiques sont détruits. Le taux d'humidité du sol et les alluvions sont affectés par la destruction des pentes.

Les conséquences de l'exploitation minière à ciel ouvert sont très complexes. Par exemple, que faire quand il y a des produits toxiques naturels, comme le sélénium, dans les rochers ? La pluie lave ces sols contaminés et les produits toxiques s'infiltrent dans les plantes, qui sont mangées par les animaux, lesquels sont mangés par l'homme. Toute la chaîne alimentaire est affectée. Avec le sélénium, nous voyons, pour la première fois, les femmes de Black Mesa qui commencent à perdre leurs cheveux, comme des hommes âgés. Ce problème est connu du gouvernement depuis les années 1930-1940, car nous avons trouvé des études datant de cette époque. Cependant, *Peabody*, les agences gouvernementales et les Conseils tribaux nient l'impact du sélénium.

Ils ont peur de la fermeture de la mine. Quatre-vingt pour cent du budget du Conseil tribal hopi provient des royalties de *Peabody* sur le charbon et l'eau. Les 20 % restant proviennent de subventions fédérales. Pour le conseil tribal navajo, le taux est de 35 %. Comment faire alors confiance à ces conseils tribaux ?

Maintenant, *Peabody* est en train de prendre l'eau des Hopi. Nous le savons depuis 1993, avec le rapport de l'*Institut national de géologie* qui établit un lien entre la diminution du niveau de la nappe phréatique, située à 122 pieds de profondeur, et le pompage de l'eau par *Peabody*. Le pipeline conduit 50 % d'eau et 50 % de charbon à 276 miles de Black Mesa, jusqu'à une centrale électrique située au sud de Las Vegas, pour l'alimentation des casinos et des enseignes lumineuses, et aussi vers les villes de Tucson, San Diego, Phoenix, San Francisco. Dans cette région, il y a de plus en plus de projets de centrales électriques et de centrales nucléaires. Maintenant, on peut



Daniel Zapata (xiximeka), à gauche et Jay Mason (ojibway/mohawk) devant l'ONU à Genève, 1995.

voir dans le Grand Canyon des cendres volantes qui viennent des centrales thermiques de Four Corners. Leurs directions se sont justifiées en disant qu'il s'agissait de la pollution venant de Los Angeles et non des centrales.

N. — Que peut-on faire en Europe ?

D. Z. — En mai 1996, nous organisons une conférence à Londres avec des représentants des populations indigènes affectées par les exploitations minières à ciel ouvert, à propos de cinq conglomérats. Nous organisons cette conférence car les compagnies minières du monde entier se rencontrent aussi, mettent de côté le principe de concurrence et organisent des conférences comme à Berlin l'an dernier, afin d'empêcher les écologistes et les indigènes de faire pression pour imposer des taxes à ces industries. Ils disent que les taxes ne sont pas justifiées si l'on ne prouve pas scientifiquement leur responsabilité dans la pollution de l'atmosphère, dans la diminution de l'ozone de haute altitude et dans le réchauffement accéléré de la planète.

Pourtant, à Madrid, en novembre 1995, lors d'une conférence internationale sur les climats, 2 000 scientifiques du monde entier ont conclu que la diminution de l'ozone était due à la pollution causée par les industries charbonnières et pétrolières. Les peuples indigènes ne sont pas égoïstes, ils se battent contre la pollution pour le bien-être de tous et pour les générations futures.

Les gouvernements européens devraient arrêter de regarder les cours de la Bourse et s'occuper des problèmes écologiques. Ainsi, ils auraient moins de dépenses de santé à

faire. Avec un environnement propre on a des travailleurs sains et une économie saine. Nous voulons nous débarrasser de ces vieilles technologies polluantes. La science progresse. Cela coûtera moins cher à terme que les catastrophes écologiques et que les perturbations climatiques.

Propos recueillis par Sylvain Duez-Alesandrini et Fabrice Mignot

Transcription et traduction : Fabrice Mignot



© Barbara Trimm

Un village hopi profané

Le 11 décembre 1995, les chefs traditionnels du village hopi de Hotvela (Hotevilla) ont déposé une requête au tribunal de grande instance d'Arizona contre la construction d'un système de canalisation de tout-à-l'égout, entreprise sans étude d'impact sur l'environnement et engagée pendant une période religieuse de communication avec le monde souterrain. Hotvela, "la pente des genévriers", a été fondé en 1906 par un groupe de 298 Hopi désignés comme "hostiles" par les autorités américaines, avec lesquelles ils refusaient de collaborer pour diviser le territoire hopi en propriétés privées et envoyer leurs enfants dans les écoles gouvernementales. Certains d'entre eux avaient déjà été condamnés à effectuer 90 jours de travaux forcés en 1895 à Alcatraz pour la même raison.

Dossier



Groupe de bagnards Hopi "hostiles" à Alcatraz en 1895.
Photo déposée au Musée du sud-ouest - Los Angeles

Nous sommes les protecteurs de Hotvela. Nous vivons selon un mode de vie traditionnel d'auto-subsistance. Nous ne possédons pas d'argent. Nous vivons aujourd'hui des temps critiques selon les prophéties. Nous sommes les protecteurs et les gardiens du pacte signé avec le Grand Esprit Maasau'u et nous avons pour mission de protéger la terre, de lui conserver son équilibre et sa correcte rotation. La Terre est en déséquilibre, Koyaniskatsi. Nous prions pour la survie de l'humanité partout dans le monde.

Hotvela, fondé par Yukiuma, est le dernier bastion de la tradition dont parle la prophétie. Yukiuma a dit : « Nous voulons être en paix pour vivre comme nous le souhaitons, aller librement sans que l'homme blanc soit toujours là pour nous dire ce que nous pouvons et ne pouvons pas faire. »

L'invasion de Hotvela par des forces extérieures a affecté le cœur de notre mode de vie traditionnelle et menace notre capacité de transmettre nos prières au monde spirituel. Nous entretenons la pratique correcte des cérémonies qui assurent la pluie. Chaque cérémonie est réglée d'après la position du Soleil et de la Lune, afin que les forces naturelles restent en équilibre et toutes les choses vivantes en harmonie. Toutes nos actions quotidiennes s'enracinent aussi dans la prière.

Comment pouvons-nous plonger nos racines dans la terre et nous protéger avec nos bâtons à prière quand nous voyons la profanation de nos terres sacrées et l'épuisement de nos réserves d'eau ? En ce moment-même, nos lieux saints sont profanés et détruits par un projet de tout-à-l'égout. La sécheresse sévit, c'est la lune de décembre, la lune spirituelle, Kyamuya, et le monde spirituel est proche du sol. Personne n'est donc autorisé à le creuser. De tels actes constituent une violation de l'accord que nous avons passé avec Maasau'u.

Nous devons demander des autorisations pour élever du bétail, construire nos maisons, cultiver, ramasser du charbon et du bois. Notre bétail est illégalement confisqué, parfois lorsque nous sommes en prière dans les kivas (1). Nous voyons les canalisations d'eau, l'électricité, les lignes téléphoniques, les logements du ministère de

l'Urbanisme et du Logement et les routes pavées menacer l'intégrité de notre village sacré. Hotvela est le dernier bastion de la tradition dont parle la prophétie. Si nous accomplissons notre prophétie et permettons à ces commodités d'envahir Hotvela, alors nous subissons une destruction soudaine.

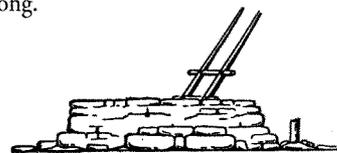
Nous pensons que nos droits civiques et constitutionnels ont été violés, de même que la Constitution hopi, la loi de protection du patrimoine, la loi sur la liberté religieuse des Amérindiens et la loi sur les monuments historiques. Le Conseil tribal hopi est tenu par la Constitution hopi de demander la permission des chefs religieux avant d'entreprendre de telles actions. Nous subissons des harcèlements de la part de la police hopi. Le Conseil tribal hopi est puissant et a déjà imposé sa volonté dans les autres villages. Les ressources minérales de notre terre sacrée sont pillées et notre eau épuisée sans notre consentement. Nous avons perdu presque tout contrôle sur notre terre et notre vie, et nous en sommes arrivés à la dernière extrémité.

Nous avons besoin de toutes les choses de la terre, de tous les animaux, de tous les oiseaux. Ils connaissent notre langue et ses sonorités aussi bien que leurs chants. Le Conseil tribal hopi, en collusion avec le gouvernement des États-Unis, s'efforce de dominer notre terre en vue de l'exploitation des ressources minérales par la compagnie Peabody. Un rapport du Conseil tribal hopi sur l'eau montre que Hotvela sera complètement à sec en l'an 2000, dans quatre ans, à cause de la baisse de niveau de la nappe phréatique située sous notre territoire. Cette nappe est vidée au rythme de 3,8 milliards de litres par an par la compagnie Peabody pour convoier le charbon dans un pipeline illégal de 440 km de long.

Caretakers of Hotvela in Hopi

Traduction : Henri Manguy

Présentation : Fabrice Mignot



1. Construction souterraine réservée aux cérémonies, dans laquelle on pénètre par une échelle.

Envoyez vos dons à : S. M. Brittle, *Don't Waste Arizona Inc*, 6205 S.12th st. Phoenix, AZ 85040 - Tél. 602/268-6110 - indiquez sur votre chèque : "for Caretakers of Hotvela in Hopi legal Fund"

Envoyez des lettres de protestation à :

- F. Secakuku, Chairman, Hopi Tribal Council, Box 123, 86039 Kykotsmovi, Arizona 86039.

- *Hotevilla Village Board of Directors*, K. Quanimptewa, Chairman, Community Service Manager, PO Box 706, Hotevilla, Az 86030 - Tél. 520/734-2420, Fax 520/734-2423.

- Governor F. Symington, 1700 W. Washington St., Phoenix, Arizona 85007.

Merci de nous envoyer copie des lettres envoyées à : *Caretakers of Hotvela in Hopi*, 1109 South Plaza, Box 111, Flagstaff, Az 86001 - Tél. 520/734-2223 - E-mail : dineh@primenet.com (Spécifier "for Caretakers of Hotvela in Hopi").

AUTOportrait

Roberta Blackgoat est une traditionaliste dineh renommée, résidant à Big Moutain. Selon sa culture, la transmission se fait par la mère et les femmes gèrent aussi bien les troupeaux de moutons que les biens du ménage. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que des femmes de plus de soixante ans, comme Roberta, aient été immanquablement au premier rang au cours des violentes confrontations qui les opposèrent aux agents du gouvernement américain.

Je suis née sur cette réserve en 1917 et cette région m'est très familière. Je sais tout des arbres, dont chacun porte un nom. Tous les membres de ma famille sont enterrés ici, y compris mes arrière-arrière-grands-mères qui purent échapper à la Longue Marche vers Fort Sumner et qui reposent maintenant à Dzil Assas, ou Big Mountain. Là-haut, on trouve beaucoup d'herbes médicinales que mes ancêtres utilisaient pour soigner. Mes racines sont ici, et puisque le nom de mon peuple est Dineh, et non pas Navajo, c'est en tant que dineh que je parle.

En 1977, le gouvernement américain a installé une clôture sur nos terres : c'était la pire des choses qui puisse nous arriver. Nous avons arraché les grillages et depuis, nous n'avons cessé de nous battre. Ce conflit oppose le gouvernement américain aux traditionalistes hopi et navajo, qui essayent de préserver leurs terres, plutôt que les Hopi et les Navajo.

Il nous faut guérir notre Terre parce que plus on y creuse des mines, plus elle souffre. Mon grand-père m'a appris que la région de Four Corners constitue notre Terre sacrée et renferme les entrailles de la Terre, notre Mère.

L'homme blanc veut lui arracher une partie de ses organes vitaux, ce qui va finir par la tuer. En ce moment même, les tourments que lui inflige la mine de charbon Peabody sont insupportables. Mon grand-père me racontait que le charbon est le foie, l'uranium le cœur et les poumons de notre Terre-Mère et qu'elle se nourrit de ces minéraux.

Si les dirigeants de ce pays nous comprenaient, ils laisseraient la terre tranquille et lui permettraient de panser ses blessures. Mais après l'avoir exploitée, ils y enfouissent-cendre et poussière. Notre Mère non seulement ne guérit pas, mais souffre de plus en plus. Ces hommes essaient de lui arracher ses précieuses entrailles pour faire de l'argent. Même l'air est empoisonné par les fumées industrielles et notre eau de source est polluée par ce qu'on y déverse.

Le Bureau des Affaires Indiennes continue à nous demander de partir et de réduire nos troupeaux. Nous devons présenter un permis pour couper des arbres et nous chauffer, et on nous annonce qu'il faut payer des impôts sur nos pâturages et sur notre maison.

Anéantir la vie de quelqu'un en lui demandant de quitter la terre de ces ancêtres est un acte infiniment violent qui évoque en moi l'image d'un arc-en-ciel brisé. Les quatre Montagnes Sacrées, à qui le Créateur a donné vie, sont le foyer du peuple dineh et la terre, l'arc-en-ciel qui nous entoure.

Cette région entière est un endroit d'une grande douceur. Peu importent les difficultés que nous rencontrons lorsque nous ne trouvons ni pâturages, ni eau à proximité ; ça reste un endroit où je me sens bien et je ne peux envisager d'aller vivre ailleurs. J'ai déjà expliqué cela ainsi : si vous essayez de me transplanter dans un lieu inconnu, pensez-vous que je vais pousser ? Je survivrai une semaine, peut-être, mais pas plus, à l'instar de certaines plantes et tout particulièrement de ces vieux buissons ou de ces vieux arbres qui refusent de se réadapter à un sol différent.

Je désire mettre ma vie au service de mon peuple, prendre fait et cause pour lui, combattre le mal sous toutes ses formes. Je prie pour tous les êtres humains, quelle que soit la couleur de leur peau, et pour les êtres qui vivent dans l'eau, sur terre ou dans les airs.

Nous nous battons tous pour notre survie. Si vous êtes capable de faire preuve de courage pour embellir votre vie, alors votre famille et votre peuple seront peut-être fiers de vous. Cet enseignement, ce message, est difficile à transmettre aux autres nations, mais tel est mon but.

Roberta Blackgoat

*synthèse : Sylvain Duez-Alesandrini
extrait du Livre des Anciens, de
S. Johnson, publié en français chez
Albin Michel, dans la collection Terre
Indienne, dirigée par F. Geffard.*



Roberta Blackgoat à Berlin, juin 1987 © René Enderwitz

peintures de sable

Jack Tóbaahe Gene, un autre regard sur La Villette

Jack Tóbaahe Gene est un peintre figuratif navajo. De passage en Europe pour l'exposition de quelques unes de ses œuvres à l'ONU, du 18 au 29 mars, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination du racisme, il a fait escale à Paris et s'est rendu au Pavillon Tusquets de La Villette où avait lieu, du 22 février au 31 mars, l'exposition Peintures de sable des Indiens Navajo : la voie de la beauté. Par l'intermédiaire de l'association Totem (1), Nitassinan a pu faire la connaissance d'un homme amical, peintre de talent d'une grande modestie.

Nitassinan - Comment souhaites-tu te présenter à nos lecteurs ?

Jack Gene : J'ai été élevé dans un endroit qui s'appelle Smoke Signal (Signal de Fumée). C'est mon grand-père qui m'a élevé. Il s'appelle Franck Cow Boy. On lui a donné ce nom parce qu'il pouvait monter les animaux, il n'en avait pas peur, il savait s'y prendre avec eux. Il était connu et respecté dans toute la région, sur la réserve. Ma grand-mère était tisseuse. Mon grand-père était un homme fort. Ma grand-mère était directe, elle était assez dure et s'énervait facilement. C'est eux qui m'ont élevé. Tout ce que je fais ou dis maintenant trouve ses fondements dans mon enfance auprès d'eux. Pour moi, c'est comme si c'était hier. C'est comme ça que je me situe dans la société moderne.

En tant que peintre, je m'exprime sur des panneaux parce que cela me permet de partager avec des gens au-delà des quatre Montagnes Sacrées. Pour moi, tout ce qui concerne les cérémonies se passe entre nos quatre Montagnes Sacrées, seulement avec mon peuple, avec ma famille. C'est très émotionnel. En tant que peintre, je peux partager avec l'extérieur les concepts puissants hérités de mes ancêtres, pour que les gens comprennent pourquoi nous existons toujours et comment vont les choses. Comme peintre, je m'efforce d'aller plus loin, plus profondément sous la surface, de faire passer plus de sentiment. Pour y arriver, je dois me rapprocher davantage de Smoke Signal et de Dilkon. Smoke Signal, c'est du côté de mon père, Dilkon c'est du côté de la famille de ma mère.

N. - Hier, tu as visité l'exposition de La Villette et tu as assisté à la dernière conférence. Qu'as-tu envie de dire à ce propos ?

Jack - (Très posément, s'efforçant de définir au plus juste ses impressions) Après avoir visité l'exposition et écouté la conférencière qui a écrit un livre sur les peintures de sable (2), un professeur de Tucson si je me souviens bien, j'ai l'impression d'avoir assisté à un spectacle - comme au cirque où les gens ont l'air d'attendre qu'il arrive quelque chose. J'ai écouté aussi ce que disait cet homme (3), et en même temps que je regardais les peintures de sable, je pensais à tout ce que j'ai fait et vu avec mes grands-parents et ma famille dans mon coin perdu de la réserve, à Smoke Signal. A cette époque là, mon grand-père m'avait choisi parmi ses petits-enfants pour l'accompagner dans les cérémonies qu'il faisait pour les gens. Il me donnait la responsabilité de cueillir certaines herbes médicinales et de rassembler ce qui était nécessaire pour la cérémonie, notamment pour les peintures de sable ; il me confiait aussi les "sacs médecine" (4).

J'ai également regardé les tableaux qu'a fait cette femme, Franc Newcomb, et pour moi, c'est encore quelqu'un qui a interprété ce qu'elle a vu à sa façon, en fonction de son savoir. Je peux dire que tout cela ne ressemble pas à ce dont j'ai fait l'expérience dans mon enfance. Je ne vois même pas le lien entre les deux. C'est comme une surface, sans la profondeur derrière - il n'y a pas d'âme. Les peintres que j'ai vus ici m'ont paru vouloir satisfaire leurs promoteurs, faire ce qu'on attendait d'eux. Pour cette raison, il n'y a pas de rapport avec ce que sont vraiment les peintures de sable.

S'ils veulent que les Navajo, d'autres nations ou d'autres tribus participent à ce genre de manifestations afin de partager leurs cultures avec d'autres peuples, alors les commissaires d'exposition ou les promoteurs, quel que soit leur titre, devraient leur laisser la liberté de s'exprimer à leur façon, plutôt que de leur dire ce qu'ils doivent faire.

Nous, Navajo, considérons les gens avec respect. C'est à dire que lorsque nous sommes chez eux, nous respectons leur culture et leur manière d'être. Pour cela, nous nous effaçons, nous renonçons en quelque sorte à notre propre expression culturelle. Quand cela se produit, on peut dire que la vivacité de notre identité est moindre. C'est ce qui se passe ici. C'est ce que j'ai vu dans cette exposition de peintures de sable.

Le soir, je suis donc allé à la conférence de la femme professeur de Tucson. Encore une fois, elle a parlé de ses recherches. Elle a parlé des concepts, des motifs, des structures. Elle a fait une présentation de type universitaire qui ne tient pas compte de la dimension naturelle essentielle des peintures de sable. Elle a beaucoup parlé des symboles et des peintures commerciales. Elle n'a pas dit grand chose sur leur signification.

Aujourd'hui, les peintures sont beaucoup utilisées comme moyen d'expression artistique parce que les Navajo ont compris ce que le mot "art" signifie dans la société



"L'apprenti de la Voie de la Bénédiction" (The Blessing Way apprentice), (70x45 cm), septembre 95 - pastel et minéraux broyés sur fond de sable



Jack devant son tableau "Les amoureux du foyer d'étudiants" (Dormitory lovers), 1994, pastel et minéraux broyés sur fond de sable.

moderne. L'utilisation dans les cérémonies est différente de celle qui en est faite dans le domaine artistique. Cependant, c'est également un moyen de partage de notre culture. Il m'a semblé qu'elle laissait entendre que nous ne considérons plus les peintures comme avant, que nous ne faisons que les commercialiser. Ce qui est faux ! C'est un peu comme la fin de ces films qui montrent la mort de notre culture. La culture des plaines disparue avec le bison... Mais les prières, les chants, les danses existent aujourd'hui de la même façon qu'hier.

Pour ma part, je vis en Navajo chaque jour de ma vie, où que je sois. Et si je dois partir au-delà des quatre montagnes sacrées, je me prépare à ce voyage. Ma destination est la rencontre de gens différents, donc je dois ouvrir mon esprit afin que nous puissions partager nos modes de vie.

N. - A propos de partage, c'est aussi le mot que le président Hale a employé lors de l'inauguration de l'exposition pour justifier l'acceptation du Conseil Tribal, après beaucoup d'hésitations, de participer à l'exposition. Et Sylvie Crossman, commissaire de l'exposition a d'ailleurs bien expliqué que cette décision de montrer les peintures de sable à un large public était "grave." Or, tu me disais tout à l'heure que ce gouvernement tribal ne représente pas, contrairement à ce qu'on a laissé entendre au public, l'ensemble du peuple dineh...

Jack - Le président Hale et l'administration tribale de la nation navajo, à laquelle appartient aussi Ben Silversmith, sont de la région de Window Rock et ils travaillent là-bas. Mais cela ne veut pas dire qu'ils représentent l'ensemble de la nation navajo.

Nous qui vivons dans ces coins reculés de la réserve, nous nous faisons une idée différente de ce qu'est notre culture. Nous voyons différemment la façon dont la nation évolue. Nous constatons qu'il est de plus en plus difficile de nous exprimer selon notre mode de pensée traditionnel, à la maison, à plus forte raison dans les villes frontalières et surtout à Window Rock. Quand nous allons à Window Rock pour demander des renseignements à l'administration ou pour obtenir quelque chose dont nous avons besoin, nous avons toujours des problèmes parce qu'ils raisonnent en fonction du système moderne. Au lieu de nous aider ou de nous expliquer comment obtenir ce que nous voulons, ils nous parlent procédures et nous expliquent pourquoi ils ne peuvent pas faire ceci ou cela. En d'autres termes, ils nous expliquent leurs difficultés. Bon, alors nous leur disons que nous comprenons, et puis voilà...

Nous, Navajo, sommes préoccupés par pas mal de choses qui se passent entre nos quatre Montagnes Sacrées, notamment du point de vue humain, par rapport à nos cérémonies traditionnelles, la Voie de la Bénédiction et nos autres chants... C'est un sujet de préoccupation parce que les cérémonies sont longues, elles peuvent durer jusqu'à neuf jours ou plus à cause des nombreux préparatifs. Donc, la plupart du temps cela se déroule la semaine et le week-end. Cela n'intéresse pas les Navajo qui travaillent à Window Rock, parce que cela demande trop de patience. Pour cette raison, de nombreux Navajo, et notamment les administrateurs de Window Rock, se tournent vers la *Native American Church* (5) ou le christianisme.

J'ai lu un jour dans un article du *Navajo Times* que le président Hale allait réduire le

budget des patrouilles de police qui surveillent les cérémonies navajo. Cela montre bien qu'il ne soutient pas vraiment la tradition navajo. Par contre, il soutient la *Native American Church*. En tant que leader de notre peuple, il ne s'occupe pas des cérémonies comme il le devrait. C'est un manque. Il aurait dû s'assurer également qu'elles soient présentées ici de façon plus significative.

N. - Ce que tu as expliqué tout à l'heure à propos du rythme de vie différent et de la patience soulève la question de la transmission des cérémonies et des chants aux jeunes générations. Puisque les jeunes passent beaucoup de temps à l'école, comment les médecine-men peuvent-ils leur transmettre leurs connaissances ? (6)

Jack - Mon grand-père et ma grand-mère m'ont répété si souvent que quoi que je fasse, je devais y mettre tout mon cœur, toute mon âme... Je vais raconter ma propre expérience, c'est plus facile. Je passais beaucoup de temps auprès de mes grands-parents. Quand ma grand-mère tissait, je faisais le gros boulot, jour et nuit. Tu sais, ce qu'on appelle "l'heure indienne" ou "l'heure navajo", en fait c'est de l'aube à l'aube. On ne dit pas des trucs comme : « Il est minuit, il est tard, tu devrais être au lit ». Souvent, mon grand-père me réveillait à trois ou quatre heures du matin. Il me disait : « Sortons et allons parler à l'étoile du matin, aux montagnes. C'est l'heure où les étoiles dansent là-haut ! » Parfois ma grand-mère se mettait en colère et lui disait : « Pourquoi réveilles-tu ton petit-fils ? C'est encore l'heure de dormir ! ». Ça faisait partie de son enseignement. Ça se produisait à n'importe quel moment du jour ou de la nuit.

A cette époque-là, quand vous étiez leurs petits-enfants, ils vous expliquaient les choses qu'ils avaient faites les Êtres sacrés et les animaux et ce qui leur était arrivé. Et après ils pouvaient dire : « C'est pour ça que tu ne dois pas faire ci ou ça ». Mais maintenant on dit seulement : « Tais-toi ! Viens là ! Ne fais pas ça ! » C'est ça qui ne va pas. Les enfants n'ont pas vraiment d'exemples. Il faut toujours donner des exemples aux enfants, même en dehors de la famille, leur expliquer pourquoi les choses existent et pourquoi il faut les respecter, que c'est la loi des Êtres sacrés. Ils nous ont donné des directives. Ce ne sont pas des tabous. Mais on doit respecter la nature et les animaux parce qu'on est lié à eux dans l'univers. Pour enseigner aux enfants, il faut donc leur parler du passé et d'aujourd'hui, donner des exemples pour qu'ils comprennent mieux.

Encore une fois, c'est ça qui manque. Les professeurs de l'administration parlent des choses mais, sans exemples, celles-ci manquent de signification.

N. - J'ai lu dans l'article d'Indian Country Today que m'a envoyé Totem que tu envisageais de créer un centre d'éducation traditionnelle pour les enfants amérindiens. Est-ce que tu peux nous expliquer ce projet ?

Jack - Dans ma famille on a beaucoup de terres. Mon arrière-grand-mère a acquis cette terre. C'est là que ma mère a été élevée et c'est là que nous vivons maintenant. L'idée, c'est d'intégrer des sports traditionnels navajo, comme courir ou monter à cru, avec des sports d'aujourd'hui, comme le basket-ball. Pour participer, les enfants devraient aussi suivre des cours ou des ateliers qui leur permettraient de comprendre notre culture, ce que ça signifie d'être navajo, et d'utiliser ces fondements identitaires dans le sport, le travail et pour survivre dans le monde de manière positive, pour se sentir bien dans leur peau et envisager sereinement le futur. Le sport, c'est ce qui les intéresse actuellement, et en fait c'est un bon moyen pour eux de se connaître, de se construire une identité de "dineh na va hé", ce qui veut dire des gens qui sont "guerriers et chasseurs". Le "guerrier" est celui qui n'est pas paresseux, qui est toujours actif. Le "chasseur" est agile, il se déplace avec grâce et équilibre. Cela n'a rien à voir avec ce qu'on nous montre dans les films : les sauvages qui massacrent les gens et s'entretuent, etc. C'est un concept radicalement différent. C'est bon pour eux d'en prendre conscience et de se considérer dans cette perspective. Il s'agit de bien faire comprendre ça aux jeunes qu'on accueillera, de les convaincre qu'on peut être un "guerrier" d'une autre manière que dans les films.

Ma famille va fournir le terrain et nous construirons nous-mêmes, grâce à des collectes de fonds, les équipements nécessaires. Il y a à peu près une dizaine de personnes prêtes à nous aider. Notre but est de commencer cet été. Nous cherchons à combiner tradition et modernité. Nous comptons inviter des Anciens mais aussi des athlètes professionnels. Nous les ferons parler de leurs motivations et nous les com-

pareront avec les nôtres. C'est important de faire comprendre à nos jeunes qu'ils peuvent trouver dans notre culture leurs propres motivations, qu'ils peuvent y trouver tous les éléments leur permettant de se définir positivement. Il est important qu'ils comprennent que nous avons aussi quelque chose à offrir, pourquoi nous avons pu survivre jusqu'à maintenant et pourquoi nous continuerons. Il faut qu'ils comprennent bien que tout ceci n'est pas figé dans les livres mais qu'ils le portent en eux et qu'ils peuvent l'actualiser de façon positive.



N. - Quelle sera la part consacrée à l'art ?

Jack - Il faudrait qu'ils puissent comprendre comment l'art est entré dans la culture navajo et comment notre culture se situe par rapport à l'art - comment beaucoup d'artistes navajo présentent leurs œuvres d'un point de vue commercial. Ceci concerne ce qu'on appelle officiellement l'art. Mais il y a aussi notre mode de vie, ce qui a été créé par les Êtres sacrés et qui peut être considéré comme une autre forme d'art. Et séparer les deux de façon à ce qu'ils puissent utiliser pour eux-mêmes ce qui a été créé pour eux, indépendamment de ce qu'on appelle officiellement "art".

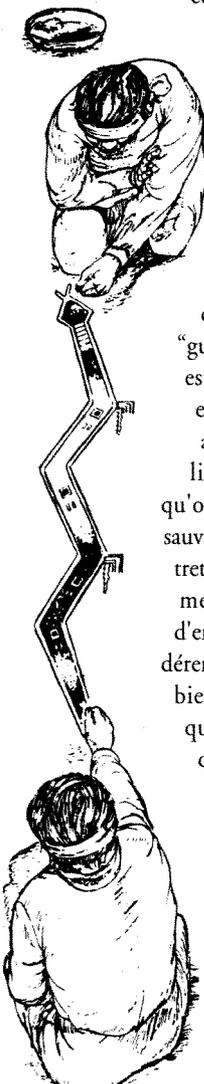
Pour ma part, je ne me sens pas très à l'aise avec mon statut d'artiste. Je ne me considère vraiment pas comme tel. Je me vois plutôt en tant qu'interprète de ma culture, de ce qui constitue ma vie. Au-delà des quatre Montagnes, je présente ma vie, je suis toujours là, je partage ma culture, ce pourquoi mes parents, mes grands-parents, mes ancêtres ont lutté et sont morts. Et je veux continuer dans cette voie, je ne veux pas utiliser ma culture pour me faire valoir personnellement en tant qu'artiste. Ce que je fais m'est dicté du fond de mon cœur. Donc ces deux aspects sont importants pour leur faire comprendre ce qu'est l'art. En fait, nous-mêmes sommes des œuvres d'art - de la tête aux pieds. Je voudrais qu'ils comprennent que nous avons la beauté, l'équilibre. Tu sais comme nous parlons de la beauté, comme nous répétons "la beauté tout autour de moi, la beauté derrière moi, la beauté au-dessus de moi - la beauté en moi".

Pour moi, les mots "art" et "artiste" désignent des concepts occidentaux. Encore une fois, cela m'est difficile de dire que je suis un artiste. Quand on me demande

quand j'ai débuté, je ne sais pas quoi répondre. Je cherche une date, une année... Mais en fait, je dois remonter à mon enfance, à l'époque où je vivais avec mes grands-parents et qu'ils me parlaient de la nature, des arbres, des couleurs, des lignes, des formes, de l'espace, de l'univers... Cette conscience, chaque fois renouvelée, de ce qui nous entoure... Et maintenant, quand je lis des livres et que j'y trouve tout ce que je viens de mentionner, je me dis : « Mais, j'ai toujours su tout ça... » La seule différence est que ces fondements de l'art, puisqu'il me semble qu'on les considère ainsi dans la culture occidentale, figurent dans des livres, alors que chez moi j'ai tout ça sous les yeux, dans les paysages qu'offre la nature. Si je m'exprime en tant qu'artiste, je parle d'espace, de formes et de couleurs, et si je m'exprime en termes traditionnels, je dis que la lumière et l'obscurité sont complémentaires, qu'il y a des montagnes mâles et des montagnes femelles, qu'il y a des courbes douces pour les femelles... Il me suffit de regarder ces choses pour les comprendre et les interpréter sur un panneau. Mon travail est fait de ça à 80%. Je sors sous la pluie, sous la neige... Quand il va pleuvoir, je sors avant, pour me trouver juste entre les deux au moment où le tonnerre mâle et la terre vont s'unir, et je leur crie : « Eh, faites gaffe, votre fils se trouve là, au beau milieu, n'en faites pas trop ! » Je suis tellement bien là, sous l'orage, je sens la pluie ! Ensuite, j'essaie d'interpréter tout ça sur un panneau. C'est mon mode d'expression. Et mon studio, c'est la nature. Je n'ai pas d'autre studio.

Entretien et traduction : Catherine Jeyakumar

1. Totem : association qui organise conférences et expositions d'artistes et d'artisans amérindiens, dans le but de faire connaître leur culture en Europe. - 9, chemin des Buissons, 38240 Meylan
2. "De l'éphémère à la fixité, naissance d'une peinture commerciale", Nancy J. Parezo, professeur d'anthropologie à l'université de Tucson, Arizona. Parallèlement à l'exposition-démonstration, quatre conférences gratuites ont été proposées au public de La Villette, entre le 1^{er} et le 22 mars.
3. Quatre peintres, hommes et femmes, ont pris le relais des deux médicine-men présents la première semaine, Sam Begay et Ben Silversmith. Il s'agit ici de Nelson Lewis.
4. "medicine bundle", littéralement "paquet médecine". Celui-ci peut contenir beaucoup d'éléments de différentes tailles.
5. L'Église des Indigènes Américains : syncrétisme religieux fusionnant christianisme et cérémonies du peyotl ; particulièrement répandue parmi les tribus du Sud-Ouest des États-Unis.
6. Selon Sam Begay, « il faut une vie entière pour devenir médicine-man ». Maîtriser les peintures d'un seul chant demande une dizaine d'années d'apprentissage.



Rassemblement spirituel en terre iroquoise

En mai 1995, les Six Nations Iroquoises étaient les hôtes d'un rassemblement de leaders spirituels du monde entier, dont Arvol Looking Horse, Gardien de la Pipe Sacrée des Lakota, William Commanda, Gardien de la ceinture de Wampum des Ojibway, le Pena Lama Thupton, représentant du Dalai Lama, ainsi que de nombreux délégués maya, cree, cheyenne, maori... L'objectif de cette réunion était de rapprocher les différentes prophéties autochtones et de montrer que la spiritualité pouvait être la clef de voûte d'une unité solide et durable entre les peuples. Nous vous proposons ci-après quelques extraits des déclarations faites à l'occasion de ce rassemblement nommé "le cri de l'aigle".



Thomas Benyacya, un Ancien hopi a ouvert la conférence en rappelant les premières relations établies entre son peuple et les conquérants espagnols. « Le mot Hopi signifie "peuple de la paix". Nous attendions nos frères blancs qui devaient venir. Quand ils sont arrivés, nous avons pris soin d'eux. Nous les avons nourris et abrités, et nous leur avons donné tout ce que nous connaissions ici : la paix et l'harmonie. Nous n'avons pas l'intention de changer leur langue, leur religion ou leur façon de vivre. Nous les avons laissés suivre leurs propres voies. Mais ils ont apporté leurs inventions et ils les utilisent encore aujourd'hui pour s'emparer de la terre ; leur éducation nous prive de notre langue et notre culture. Pourtant, nous sommes tous des êtres humains et nous avons besoin les uns des autres... Il va y avoir une grande unité parmi les nations. Il n'y aura plus de discrimination basée sur la couleur et nous serons comme un seul peuple. La prophétie des Hopi dit qu'un jour, nous serons tous réunis.

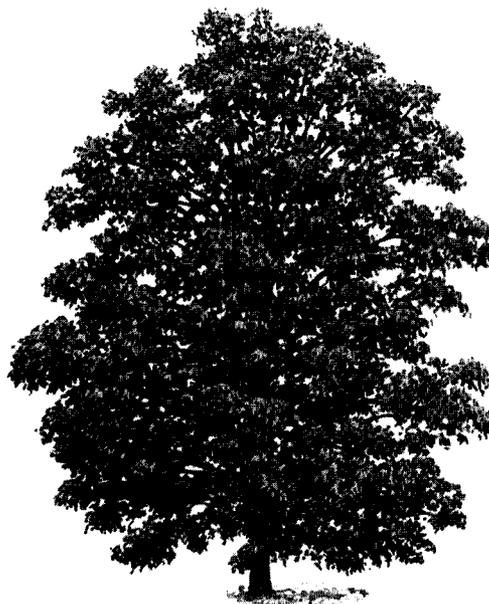
Nous sommes confrontés à des temps très difficiles. En tant qu'êtres humains, nous allons tous devoir y faire face, et c'est à nous d'appeler les responsables spirituels de l'est, du nord, de l'ouest et du sud pour qu'ils nous aident, nous protègent et nous guident. Ainsi, s'il arrivait quelque chose, nous pourrions prier, méditer et jeûner afin que beaucoup d'entre nous puissent survivre. Les Hopi vous disent de prendre soin de ce monde par la prière, la méditation, les cérémonies, le jeûne... Nous devons pratiquer tous ces rituels pour le restaurer afin qu'une douce pluie vienne, que l'herbe pousse, que les fleurs recouvrent la terre,

que viennent les papillons, les oiseaux et tous les animaux. C'est la beauté que nous essayons de sauvegarder. »

Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, le chef cayuga Jake Thomas a déclaré : « Il y a longtemps que j'attendais ce rassemblement. Il est dit, dans nos prophéties que de nombreuses nations se tourneraient vers l'est, vers la Grande Loi de la

***Le 21 juin 1996,
nous demandons
à toutes les nations,
à tous les peuples du monde
de prier avec nous
depuis leurs sanctuaires
pour la septième génération
et pour la paix.***

MITAKUYE OYASIN



Paix. Je reviens du pays des Ojibway qui voulaient connaître les enseignements de la Grande loi. J'y suis allé car nous ne sommes qu'un seul peuple. (...) Il est dit que nous avons l'Arbre de la Paix, dont les racines se dirigent vers les quatre directions et que tous ceux qui suivent la Grande Loi peuvent trouver refuge sous cet arbre... Je veux dire à tous les leaders rassemblés ici aujourd'hui que nos prophéties parlent de l'époque actuelle, de l'imminence de la destruction de la Terre Mère. Le temps est venu de parler de ces choses. Nous devons demeurer unis dans un même esprit, là où se trouve notre pouvoir... Une seule route, un seul esprit. »

Après avoir évoqué la venue de la Pipe Sacrée des Lakota, dont il est le 19^{ème} gardien, Arvol Looking Horse a parlé du renouveau du cercle de la nation en ces termes : « Black Elk (homme-médecine lakota) disait que le cercle de la nation avait été brisé à Wounded Knee en 1890 et que pendant six générations, le peuple allait souffrir mais qu'à la septième, il se relèverait. Au plus froid du mois de décembre 1986, nous avons commencé une chevauchée spirituelle. Pendant quatre ans, nous avons suivi la route du chef Bigfoot depuis le camp de Sitting Bull jusqu'à Wounded Knee. La dernière année, nous avons accompli la cérémonie "pour sécher les larmes", qui n'avait jamais été faite pour les gens massacrés et jetés dans la fosse commune cent ans auparavant. Après la cérémonie de 1990, le cercle de la nation a commencé à se restaurer (...). Mais le "Cœur-de-tout-ce-qui-est", les Black Hills, est mourant. Les mines, la déforestation lui prennent tout et il s'affaiblit. Nous devons

prier dans les Black Hills... Notre connaissance des étoiles nous dit que nous devons le faire le 21 juin.

Il est de notre responsabilité d'abattre les murs que des générations de violence, de peur et de colère ont construits. La jalousie, la médisance et l'alcool détruisent notre peuple. Nous devons engager notre guérison afin d'être forts de nouveau et que nos leaders puissent gouverner avec au cœur l'amour de leur peuple. En 1996, nous organiserons la "chevauchée de l'unité" qui se dirigera vers le sud... Le 21 juin, nous invitons toutes les nations à prier ensemble pour la septième génération et pour la paix. Mitakuye oyasin. »

Le fusil et la prière

A la suite de la déclaration d'Arvol Looking Horse, Anthony Williams Hunt, venu apporter le message des peuples de la forêt vierge de Malaisie, a déclaré : « Je suis venu de l'autre côté du monde et cela en valait la peine. Nous devons supporter les conséquences de l'abattage de nos arbres et de la destruction de notre terre. (...) Nous savons que des maladies vont venir, que l'air n'est pas bon. L'arrachage des arbres anciens fait échapper de la terre des choses qui n'étaient pas destinées à être touchées par les humains. Ils disent aux gens : "Arrêtez de faire ça !", mais les gens n'écoutent pas. Je dirai à mon peuple ce que j'ai entendu ici et je suis sûr qu'ils seront d'accord pour prier le 21 juin. Nous avons aussi nos sites sacrés pour prier. En octobre, nous tiendrons une grande réunion de tous les peuples autochtones de Malaisie et je leur apporterai ce message. »

Fernando Hernandez, Lauro de la Cruz Marin et Enrique Perez Lopez, tous trois

venus représenter la nation maya engagée dans la guerre du Chiapas, ont déclaré : « Notre peuple est engagé dans une résistance armée, mais c'est aussi une résistance spirituelle. Il y a deux guerres, celle avec les fusils et celle avec les prières. En janvier (1995), 900



hommes et femmes médecine se sont réunis au Temple du Soleil, notre site sacré, et nous avons prié ensemble. Nous allons bientôt nous réunir de nouveau et nous leur parlerons du 21 juin. Nous demanderons si nous pouvons tenir cette cérémonie dans le Temple du Soleil. Tous les peuples autochtones prient pour l'unité. La spiritualité est notre espoir. »

Finalement, Macwiremu Korako Ruba A Kaumatua, un Ancien maori de Nouvelle Zélande a fait la déclaration suivante : « Nous savons que le temps est venu de mettre fin à toute la destruction qui affecte la terre, mais nous devons le faire par la prière. Nous sommes des guerriers pacifiques, nous devons restaurer l'amour et le respect. Je parcours le monde pour porter ce message. Je dirai à mon peuple de se réunir le 21 juin. Notre montagne sacrée est celle qui voit la première le soleil se lever. Nous prions de là où jamais un homme blanc n'est allé. (...) Notre seul espoir est qu'en restaurant l'équilibre, nous nous guérissions nous-mêmes afin de cesser de combattre les autres. Ce rassemblement est le premier pas vers l'unité spirituelle de nos peuples... Il existe des pouvoirs qui n'ont pas été utilisés depuis longtemps, capables de faire des choses surprenantes. Nous devons utiliser ces énergies pour le bien, comme nos ancêtres l'ont fait avant nous. »

*Traduction et mise en forme : Monique Hameau
Sources : Akwesasne Notes, automne 1995.*

La Grande Saga indienne de Derib

En 1984 paraissaient trois albums sous le titre général de "Celui-qui-est-né-deux-fois". Par des images fortes au trait puissant, Derib y raconte la vie d'un Indien des Plaines, Sioux-Lakota, né dans la première moitié du 19^e siècle, quand les tribus vivaient libres et heureuses dans la Grande Prairie.

Le premier album, "Pluie d'orage" racontait son enfance ; "La danse du soleil" son passage à l'état d'homme mais aussi de voyant-guérisseur. Le dernier, "L'arbre de vie" se terminait sur la vision prophétique des malheurs qui accablent son peuple : l'invasion des Blancs, l'extermination des bisons, les massacres.

Devant le succès des trois premiers albums, les Editions du Lombard les rééditent en 1988. Derib publie alors le premier album d'une nouvelle série intitulée "Red Road", intégrant la série précédente dans une "Grande Saga indienne". "American buffalo" met en scène Amos, un jeune Lakota de la réserve de Pine-Ridge. Cent cinquante ans se sont écoulés. Le peuple sioux connaît maintenant la vie de la réserve, l'alcoolisme, le chômage, la misère, le racisme. Désespéré par la mort de sa grand-mère, tuée par son père ivre, Amos, descendant de "Celui-qui-est-né-deux-fois", erre sans but à travers la réserve. Une curieuse rencontre avec un bison puis, dans l'album suivant, "Business Rodeo", avec le monde violent du rodéo où il découvre l'avidité et la cruauté des Blancs, vont lui faire comprendre qu'il doit, pour retrouver la paix, rejoindre les "Badlands", titre de l'album qui vient de paraître. Amos pourra-t-il retrouver ses racines culturelles, sa place dans l'Univers et répondre aux questions qui l'assaillent ? Nous le saurons en lisant le dernier album de la "Grande Saga indienne", intitulé "Wakan", qui paraîtra à l'automne 1996.

François Hameau

La parole est au cinéma amérindien...

Du 3 au 12 novembre dernier, le Festival International du Film d'Amiens a rendu hommage au cinéma amérindien, du nord au sud, en regroupant plus de 20 films sur le thème Chant de la Terre et en invitant une dizaine de réalisateurs à venir témoigner de leur présence dans le XX^{ème} siècle. Avec force et humour, ils ont donné une gifle aux idées reçues sur leur prétendue disparition. Randy Redroad, cinéaste cherokee, a obtenu le grand prix du court métrage de fiction pour son film High Horse (1994).

Source : Festival International du Film d'Amiens



BULLETIN D'ABONNEMENT

NITASSINAN revue trimestrielle d'informations sur les nations amérindiennes

NOM - Prénom :

Adresse :

Code postal : **Ville** **Pays**

Je m'abonne / ré-abonne pour 160 F (220 F hors Europe) aux 6 prochains n° =

Abonnement de soutien à partir de 250 F pour les 6 prochains n° =

Je commande les n°....., soit..... dossiers simples n° à 38 F port compris =F
les n°....., soit..... dossiers doubles n° à 67 F port compris =F

Je commande livres **Ike Mun Anam** à 70 F port compris =F

Je commande livres **Contes Iroquois** à 80 F port compris.....=F

Je commande pin **Nitassinan 92** à 30F port compris=F

Je commande tee-shirt **Nitassinan** à 80 F port compris=F

medium large extra-large total =F

J'envoie un chèque de F libellé à l'ordre de "NITASSINAN-CSIA", adressé à :
NITASSINAN - CSIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05, France

NITASSINAN : revues disponibles à partir du n°15

n° 15 Mapuche (Chili) - **n° 16/17** Femmes indiennes (Amérique du Nord) -

n° 18 Colombie indienne - **n°19** Shoshone (USA) - **n° 20/21** Cherokee (USA) -

n° 22 Kuna/Tarahumara (Panama - Mexique) - **n° 23/24** Huron/Abenaki
(Nord Est Canada) - **n° 25/26** Cri/Mohawk (Nord Est Canada) -

n° 27/28 Attikamekw/Ojibway (Nord Est Canada) - **n° 29** Yup'it/Inupiat
(Alaska - Nord Sibérie) - **n° 30** 92, Quelle "découverte" ? - **n° 31** Lil'wat,

Gwich'in, Rigoberta "Nobel" ? - **n° 32/33** Makuxi, Peltier - **n° 34** Rigoberta
Menchú, CPR (Guatemala) - **n° 35** Apaches, la lutte pour le Mont Graham

(USA) - **n° 36** Canada, les nations indiennes contre l'uranium - **n° 37** ¡ Tierra y
libertad ! La révolte maya du Chiapas (Mexique) - **n° 38** La déforestation en terre

indienne - **n° 39** Les prisonniers du rêve américain (prisonniers amérindiens
aux USA) - **n° 40** Les gardiennes de l'avenir (femmes amérindiennes) -

n° 41 La terre sacrée des Blackfeet (USA) - **n° 42** Mapuche - **n° 43** L'été
indien au Canada

Tarifs : dossier simple 38F - dossier double 67F (port compris)

NOTRE PIN : "Nitassinan 92" 30 F port compris

NOS LIVRES : **IKE MUN ANAM**, *Il était une fois, la dernière Frontière en
Guyane*, d'Eric Navet, une analyse et un constat sur la situation de "nos" (!)
Indiens (70 F, port compris)

CONTES IROQUOIS, traduction intégrale d'un livre d'Akwesasne Notes,
illustrée de pictogrammes originaux (80F port compris)

NOS T-SHIRTS : gris chiné, logo en noir et rouge au recto, disponibles en
medium, large et extra-large (80F port compris)

BULLETIN D'ADHÉSION

J'adhère pour un an, d'octobre à
octobre, au Comité de soutien aux
Indiens des Amériques

à partir de 240F
(membre bienfaiteur)

120F (adhésion simple)

80F (bénéficiaires du RMI et du
minimum vieillesse, chômeurs,
étudiants, détenus)

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

J'envoie un chèque de F
libellé à l'ordre de "Nitassinan CSIA",
adressé à : Nitassinan- CSIA, BP 317,
75229 Paris Cedex 05, France

notre adresse / our address
nuestra dirección

**Nitassinan C.S.I.A., BP 317
75229 Paris Cedex 05
France**

